

# #45

prix 1,50 euro | 54e année | janvier-février 2010

BELGIE-BELGIQUE  
P.B. 1/9352  
BUREAU DE DÉPÔT  
BRUXELLES 7  
JAN-FEV 2010

# la gauche

comprendre le monde pour le changer

**OPEL-ANVERS, INBEV...  
UN EMPLOI, C'EST UN DROIT!  
INTERDISONS LES LICENCIEMENTS!  
CRÉONS 500.000 EMPLOIS!**



- 3 edito *par Ataulfo Riera*
- 4 Haïti *par Eric Toussaint et Sophie Perchellet*
- 5 Haïti *communiqué LCR*

## Belgique

- 6 L'affaire Aquaris *par Mauro Gasparini*
- 8 InBev *par Denis Horman*
- 10 Travailler moins pour travailler tous *par Guy Van Sinoy*
- 11 KB Lux *par Jan Willems*
- 12 Le travail, c'est pas la santé *par Guy Van Sinoy*
- 13 Modrikamen *par Thierry Pierret*
- 14 Congrès FGTB *par Denis Horman*
- 17 Bayer *par Jef Van Der Elst*

## eco-logique

- 18 Copenhague *par Daniel Tanuro*
- 20 Copenhague: discours de Chávez
- 22 Copenhague: carnet de voyage *par Sandra Invernizzi*

## international

- 23 Venezuela: congrès UNT *par Sébastien Brulez*
- 24 Le racisme en Italie *par Freddy De Pauw*
- 26 Blackwater *par Jan Willems*
- 27 Ecole IIRF *par Marijke Colle*

## mémoire

- 28 Congo, il y a 50 ans *par Jan Willems*
- 30 Hommage à Daniel Bensaïd *par François Sabado*

## à lire

- 31 La Terre Promise, Flamands en Wallonie

*cover: InBev / photo: Denis Horman*

*back cover: Daniel Bensaïd à Lisbonne  
le 12 avril 2008 / photo: Florence Allègre  
cut-up: Little Shiva*

#45 prix 1,50 euro | 54e année  
janvier-février 2010



### Ont collaboré à ce numéro:

Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, Denis Horman, Eric Toussaint, François Sabado, Freddy De Pauw, Guy Van Sinoy, Jan Willems, Jef Van Der Elst, Little Shiva, Mauro Gasparini, Marijke Colle, Michèle Marteaux, Pauline, Sandra Invernizzi, Sébastien Brulez, Sophie Perchellet, Thierry Pierret, Thierry Tillier, Thomas Weyts.

*La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.*

*Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.*

*Adresse et contact: 20, rue Plantin  
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements:  
1,5 € par numéro; 8 € par an.*

*A verser sur le n° de compte  
de la Formation Léon Lesoil:  
001-0728451-57  
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée  
par la Formation Léon Lesoil**  
*e.r. A.Riera  
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles*



# Hécatombe à Opel-Anvers, victoire à InBev: Un emploi, c'est un droit!

✦ par Ataulfo Riera

Après des mois d'incertitude et d'angoisse, le couperet est tombé pour les travailleurs d'Opel-Anvers. Malgré les 3,4 millions de bénéficiaires d'Opel-Belgium en 2009, la multinationale General Motors a décidé le jeudi 21 janvier de fermer l'entreprise anversoise et de procéder au licenciement collectif de 2673 travailleurs. Et ce sont plus de 10.000 emplois sous-traitants et indirects qui sont menacés par cette fermeture.

Un cataclysme social qui intervient alors que près de 74.000 emplois ont été supprimés en Belgique en 2009 et plus de 60.000 autres, au minimum, le seront encore en 2010. Des milliers de familles sont plongées dans une précarité extrême, au moment même où se loger, se chauffer ou se déplacer décentement relèvent du défi.

Après Renault-Vilvoorde en 1998, Ford-Genk en 2004 et VW-Forest en 2006, le secteur automobile, en crise de surproduction permanente, connaît à nouveau une hémorragie d'emplois. Et personne n'est dupe: les travailleurs payent le résultat de choix économiques et d'une crise capitaliste dont ils ne sont pas responsables. Ils sont sacrifiés comme du bétail par une multinationale capitaliste qui ne connaît d'autre loi que celle du profit et des dividendes à verser à des actionnaires sans scrupules.

Le même jour, alors que les travailleurs anversoises, sous le choc, bloquaient la production; à InBev, les travailleurs en lutte ont pu avec légitimité crier victoire puisqu'ils ont obtenu la «suspension» du plan de restructuration qui visait à supprimer 300 emplois. A InBev, la lutte a été exemplaire et payante: une forte solidarité inter-sièges et internationale; un soutien important de l'opinion publique; un front commun FGTB-CSC et ouvriers-employés soudés, le tout basé sur une position claire et nette:

refus de tout licenciement! La vigilance et la pression restent de mise afin de transformer ce succès éclatant en une victoire totale et durable.

Ces deux événements démontrent la nécessité de lutter avec détermination contre la fatalité et contre les licenciements. Et surtout; l'urgence d'une mobilisation nationale unitaire pour l'emploi, menée en front commun FGTB-CSC, car il n'est plus acceptable que les travailleurs continuent à se battre entreprise par entreprise, qu'ils payent les pots cassés de la crise et de choix économiques désastreux à la place des vrais coupables capitalistes. La manifestation nationale pour l'emploi du 29 janvier, appelée par les trois organisations syndicales doit être le début d'une telle mobilisation nationale et non un simple rendez-vous sans lendemain.

On ne peut plus accepter que la vie des salariés soit prise en otage et dépende du cours des actions en Bourse et du bon vouloir d'une poignée de gros actionnaires et de patrons. Il est temps d'enlever ce droit de vie et de mort sociale exorbitant aux capitalistes et d'imposer le droit à un emploi stable, de qualité et bien rémunéré comme un droit social fondamental. C'est dans ce sens que la LCR soutient tous les travailleurs confrontés aux licenciements. C'est dans ce sens qu'elle lance une campagne nationale pour défendre le droit à l'emploi par l'interdiction des licenciements et la création de 500.000 emplois de qualité, en prenant l'argent là où il est!

Au cours de l'année 2010, la LCR mènera ainsi campagne sur le thème "Un emploi, c'est en droit!", déclinée au travers d'une série de matériels (tracts, dépliants, brochures, affiches, autocollants), d'activités et d'initiatives. Le but de cette campagne est de populariser un ensemble de revendications concrètes qui permettent de garantir le droit à l'emploi de qualité pour toutes et



tous, qui lient étroitement la résolution de la crise sociale et écologique et qui font réellement payer la crise aux coupables.

Avec la crise capitaliste et ses origines, la conscience que ce système "ne tourne pas rond" et produit des injustices à tour de bras a fait un progrès considérable. Mais la prise de conscience qu'il est possible de le combattre efficacement et, encore plus, de le remplacer par une alternative de société n'en est qu'à ses balbutiements. Bien que des travailleurs déterminés ont pu démontrer qu'ils étaient prêts à résister avec courage et ténacité, comme à Bridgestone, IAC, Tecteo ou InBev, la montée du chômage de masse et de la précarité favorise plutôt la peur et la paralysie, elle s'accompagne d'une montée des discriminations et du racisme qui divisent les travailleurs au lieu de les unir contre l'adversaire commun.

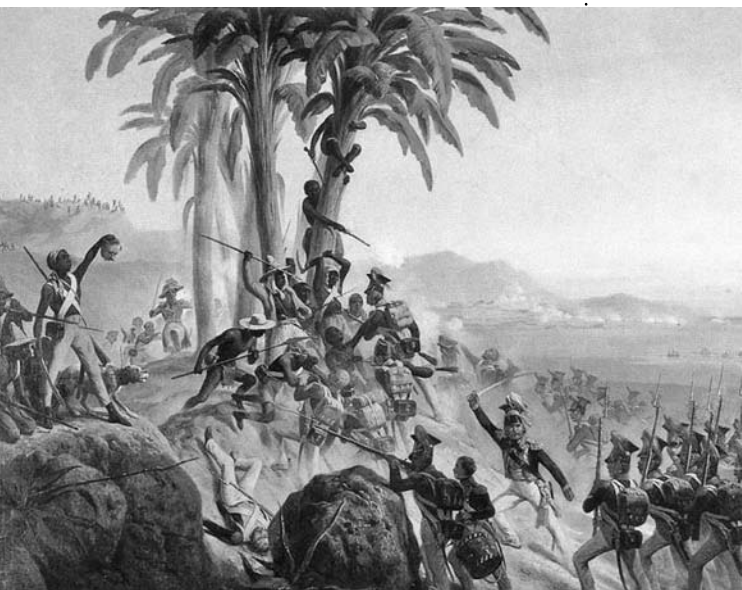
Mais tout est une question de rapport de forces! La plupart des droits obtenus par les salariés, ne l'ont été que par l'action collective. Unifier les résistances éparses à la crise dans un mouvement de lutte d'ensemble, dans l'unité syndicale FGTB-CSC basée sur un plan d'action offensif et des revendications concrètes et radicales, c'est la condition sine qua non pour commencer à inverser la vapeur. Un emploi, c'est un droit! Aux capitalistes de payer leur crise! ■

# La dette de la première république noire doit être totalement annulée

**L'opération d'aide massive mise sur pied après le récent tremblement de terre qui a ravagé Haïti risque fort de reproduire les erreurs de celle de l'après-tsunami de décembre 2004, sauf si un modèle de reconstruction radicalement différent est adopté.**

❖ par Eric Toussaint et Sophie Perchellet

Bien sûr, une aide d'urgence est nécessaire, et tout le monde est d'accord sur ce point, mais il n'est pas possible de s'en contenter. Haïti est traditionnellement dénigré et souvent dépeint comme un pays violent, pauvre et répressif. Peu de commentaires replacent la situation haïtienne dans son contexte historique.



## Contexte historique colonial

En 1825, la France décide que "les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la caisse fédérale des dépôts et consignations de France,

en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 31 décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité". Cela équivaut à environ 21 milliards de dollars d'aujourd'hui.

Dès le départ, Haïti doit payer le prix fort, la dette devient l'instrument néocolonial pour entretenir l'accès aux multiples ressources naturelles de ce pays. Le paiement de cette rançon est l'élément fondateur de l'Etat haïtien. Elle a été reconnue par un régime despotique et utilisée contre les intérêts des populations. La France puis les Etats-Unis, dont la zone d'influence s'élargit à Haïti environ un siècle plus tard, en 1915, en sont pleinement responsables. En 2004, alors qu'il aurait été possible de faire face aux douloureuses responsabilités du passé, le rapport du comité de réflexion présidé par Régis

Debray préfère écarter l'idée d'une restitution de cette somme en prétextant qu'elle n'est pas "fondée juridiquement" et que cela ouvrirait la "boîte de Pandore".

Les requêtes du gouvernement haïtien en place sont rejetées par la France: pas de réparations qui tiennent. La France ne reconnaît pas non plus son rôle dans l'ignoble cadeau qu'elle fit au dictateur Jean-Claude Duvalier en exil en lui offrant le statut de réfugié politique et l'immunité

sous le dur climat de la Côte d'Azur... Le règne de la famille Duvalier commence avec l'aide des Etats-Unis en 1957: il durera jusqu'en 1986, date à laquelle Jean-Claude Duvalier, fils de François, le premier

dictateur familial, est chassé du pouvoir par une rébellion populaire.

## L'endettement enrichit le régime

La violente dictature largement soutenue par les pays occidentaux a sévi près de trente ans. Elle est marquée par une croissance exponentielle de sa dette. Entre 1957 et 1986, la dette extérieure a été multipliée par 17,5, pour atteindre 750 millions de dollars en 1986. Avec le jeu des intérêts et des pénalités, elle atteint 1884 millions de dollars en 2008. Cet endettement, loin de servir à la population qui s'est appauvrie, était destiné à enrichir le régime mis en place: il constitue donc une dette odieuse.

Une enquête récente a démontré que la fortune personnelle de la famille Duvalier (bien à l'abri sur les comptes des banques occidentales) représentait 900 millions de dollars, soit une somme plus élevée que la dette totale du pays au moment de la fuite de Duvalier. Une plainte a été déposée devant la justice suisse pour la restitution à l'Etat haïtien des avoirs et des biens mal acquis de la dictature Duvalier. Ces avoirs sont pour l'instant gelés par la banque suisse UBS qui avance des conditions intolérables quant à la destination de ces fonds. Jean-Bertrand Aristide, élu dans l'enthousiasme populaire puis accusé de corruption avant d'être rétabli au pouvoir comme marionnette de Washington et finalement d'en être chassé par l'armée états-unienne, n'est malheureusement pas innocent en ce qui concerne l'endettement et les détournements de fonds.

Selon les dernières estimations, plus de 80 % de la dette extérieure d'Haïti est détenue par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) à hauteur de 40 % chacune. Sous leur houlette, le gouvernement applique des politiques d'ajustement structurel dramatiques pour la population haïtienne. En échange

de la reprise des prêts, on concède à Haïti quelques timides effacements de dette qui ne changent rien à la logique aujourd'hui à l'œuvre tout en donnant une image bienveillante des créanciers. L'initiative "pays pauvres très endettés" (PPTE) qui a intégré Haïti voilà quelques années seulement est une manœuvre typique de blanchiment de dette odieuse comme cela a été le cas avec la République démocratique du Congo.

### Dettes odieuses: continuité du délit

La dette odieuse contractée par le dictateur est remplacée par de nouveaux prêts "propres". Pour le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), ces nouveaux prêts en sont partie prenante puisqu'ils servent à la payer: il y a continuité du délit. Entre-temps, les plans d'ajustements structurels ont fait des ravages, notamment dans le secteur agricole, dont les effets ont culminé lors de la crise alimentaire de 2008. L'agriculture paysanne haïtienne subit le dumping des produits agricoles états-unis. "Les politiques macroéconomiques soutenues par Washington, l'Organisation des Nations unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ne se soucient nullement de la nécessité du développement et de la protection du marché national. La seule préoccupation de ces politiques est de produire à bas coût pour l'exportation vers le marché mondial." C'est donc scandaleux d'entendre le FMI dire qu'il "se tient prêt à jouer son rôle avec le soutien approprié dans ses domaines de compétence".

### Annulation totale et inconditionnelle de la dette

Au lieu de promesses d'aide qui bien souvent ne sont pas tenues, il est urgent de comprendre qu'Haïti doit s'appuyer sur sa souveraineté nationale pour se reconstruire dignement. Une annulation totale et inconditionnelle de la dette réclamée à Haïti doit être le premier pas vers un nouveau modèle de développement alternatif aux politiques du FMI et de la Banque mondiale, et aux accords de partenariat économique (APE signé en décembre 2009, accord Hope II...), qui soumettent encore un peu plus le pays.

Les pays du Nord qui ont systématiquement exploité Haïti, à commencer par la France et les Etats-Unis, doivent verser des réparations dans un fonds de financement de la reconstruction contrôlé en totalité par les organisations populaires haïtiennes.

Sinon, les dons serviront en bout de course à rembourser une dette odieuse. ■

*Sophie Perchellet est vice-présidente du Comité pour l'annulation de la dette du*

*tiers-monde France (CADTM).*

*Eric Toussaint est président du CADTM-Belgique et membre de la LCR.*

## Haïti: victime d'un séisme et des politiques néo-coloniales qui l'ont plongé dans la misère

◆ communiqué LCR

Par son ampleur et le nombre de morts, le puissant séisme qui a dévasté Haïti touche à juste titre l'opinion publique mondiale. Mais la "nature" n'est pas seule responsable d'une telle catastrophe, du moins par l'ampleur de ses conséquences. Le nombre des morts et des blessés élevés s'explique aussi et surtout par l'état de pauvreté extrême que connaît ce pays, dont les services de secours et de santé sont exsangues ou quasiment inexistantes dans certaines zones.

Or, si un tremblement de terre est, à priori, un phénomène naturel plus ou moins imprévisible, la pauvreté, elle, ne l'est pas. Elle est le résultat direct de choix conscients, de politiques menées sciemment par les classes possédantes, par les puissances impérialistes et leurs organismes internationaux.

Avec près de 90% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain. A l'échelle mondiale, il est classé 146e sur 179 par l'Indice de développement humain élaboré par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Depuis des décennies, le peuple haïtien est le jouet des machinations et de l'exploitation néo-coloniales menées par les puissances impérialistes, la France et les Etats-Unis en premier lieu. Ces puissances n'ont pas cessé, à tour de rôle, de placer et de soutenir des régimes à leur solde - comme la dictature des Duvalier de 1957 à 1986 ou avec le coup d'Etat de 2004 - qui ont spolié les richesses et la population

du pays pour le seul bénéfice des multinationales capitalistes.

Les politiques néolibérales imposées par des institutions telles que la Banque mondiale ou le FMI ont mis à genoux l'agriculture locale, forçant des dizaines de milliers de paysans à s'entasser dans des logements précaires dans les villes. Le tremblement de terre a rasé des quartiers entiers de ces bidonvilles.

Ces politiques néolibérales ont réduits les salaires et démantelé les services sociaux, en premier lieu le secteur de la santé. Le taux de mortalité infantile est de 80 pour 1000 naissances. Avant le séisme, plus de 40% de la population n'avait pas accès aux soins de santé et, parmi les femmes, ce taux s'élève à 60%.

L'aide au peuple haïtien passe bien sûr par un soutien matériel immédiat, mais elle ne peut être réellement efficace que si elle s'accompagne de l'exigence envers nos gouvernements d'une annulation inconditionnelle de la dette d'Haïti, de la rétrocession à son peuple des biens spoliés par les dictateurs - qui reposent dans les banques suisses et autres paradis fiscaux ! - et par le payement de réparations de la part des puissances impérialistes.

*François et Jean-Claude Duvalier (Papa Doc et Bébé Doc), 1971*



# L'Affaire Aquiris: Ne laissons pas notre eau dans les mains des capitalistes!

**Pendant que commençait le sommet de Copenhague, une crise environnementale secouait la Belgique: Aquiris, filiale de Veolia chargée de la station d'épuration des eaux de Bruxelles-Nord, décidait d'arrêter celle-ci et provoquait une pollution massive de la Senne, la Dyle, le Rupel et l'Escaut! Une preuve de plus que les intérêts privés sont tout sauf des "partenaires" du public et des usagers...**

✦ par Mauro Gasparini

Petit rappel des faits: en juin 2001, Aquiris, filiale de Veolia, une multinationale fournisseuse de "services à l'environnement", remporte l'appel d'offres pour la construction et l'exploitation de la station d'épuration (STEP) des eaux de Bruxelles-Nord jusqu'en 2028. Le lancement de cette STEP était prévu pour 2006 mais n'aura lieu que 16 mois plus tard. La Région bruxelloise n'a même pas cherché à obtenir les 12 millions d'euros d'amende qu'elle était en droit de percevoir pour ce retard... Aquiris avait entamé au début de l'année la construction d'une installation visant à dessabler les eaux usées, mais sans avoir au préalable obtenu un permis de la région.

En outre, sur les 701 remarques faites en 2008 par la Société bruxelloise de gestion des eaux (SBGE) sur les problèmes dans la construction de la station, 569 n'étaient pas encore réglés par Aquiris fin 2009! Aquiris engage le rapport de forces avec la région le 8 décembre 2009: prétendant

qu'il était impossible de faire fonctionner correctement la STEP suite à "l'obstruction de l'entrée" de celle-ci par un "amas de gravats et de sables", elle interrompt unilatéralement le fonctionnement de la station nord jusqu'au 19 décembre, date à laquelle celle-ci est relancée suite à des menaces d'astreinte de 300000 euros par jour. Aquiris a eu le culot de présenter cette relance comme un geste positif de sa part!

## **Débat communautaire en eaux troubles**

Suite à la grave pollution de la Senne, la Dyle, le Rupel et l'Escaut, détruisant quasiment toute vie aquatique sur des dizaines de kilomètres, le scandale se "communautarise" dans les gouvernements régionaux, la ministre flamande de l'environnement, Joke Schauvliege (CD&V) accusant son homologue bruxelloise Evelyne Huytebroeck (Ecolo) d'être responsable du désastre, aux côtés d'Aquiris et des organismes bruxellois compétents.

Veolia a obtenu pour cette affaire l'aide de l'agence américaine de relations publiques Hill & Knowlton, connue pour avoir fait de la propagande en faveur de l'industrie du tabac, du diamant, du nucléaire, ou encore... pour la première Guerre du Golfe. Le porte-parole néerlandophone de Hill & Knowlton, Peter Otten, a d'ores et déjà réussi une partie de sa mission: communautariser le débat et le détourner pour éviter qu'Aquiris ne soit trop "sali" dans les médias.

Aquiris s'est donc aussi attaquée à sa "concurrente" publique qui gère la station d'épuration du sud de Bruxelles pour le compte de la Compagnie intercommunale

bruxelloise des eaux, Vivaqua, l'accusant de polluer la Senne "en amont" de la station nord en y déversant des boues d'épuration. Accusation non-fondée: l'institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (IBGE) a constaté que la STEP sud répondait parfaitement aux normes... Il est vrai que la station nord gérée par Aquiris traite une charge organique actuellement supérieure à son dimensionnement.

Marc Laimé, collaborateur au Monde Diplomatique et spécialiste de la question de l'eau, a mené une enquête qui éclaire cette affaire sous un autre angle. Le problème provient en réalité du fait que la multinationale a, pour la première fois, développé à l'échelle industrielle à Bruxelles un nouveau procédé d'élimination des boues des STEP: l'oxydation par voie humide (OVH), qui ne convient pas aux déchets industriels. Ce système n'avait été expérimenté auparavant que comme prototype, à Toulouse, sans succès. Or, suite à un incident survenu dans une station de traitement des eaux usées située en périphérie de Milan et utilisant ce procédé, l'OVH avait déjà été suspendue "par précaution" à Bruxelles Nord. Veolia-Aquiris connaîtrait donc de graves problèmes avec le traitement des boues du nord de Bruxelles et doit expédier chaque jour des camions de boue en Allemagne, ce qui entraîne un surcoût de 450000 euros par mois. En résumé, Veolia a tiré prétexte des gravats pour fermer la STEP nord et obtenir la remise à niveau aux frais de la région des installations de traitement de boue qui lui coûtent cher.

## **PPP**

Cette affaire est encore un exemple typique de "Partenariat Public Privé" (PPP), très prisés par le gouvernement "Olivier" (coalition socialiste-chrétienne-écolo) (un PPP est aussi utilisé pour la rénovation des bâtiments scolaires en Communauté française): la Région bruxelloise



paiera 830 millions d'euros (hors TVA) à Aquiris en 20 ans. Le prix de l'épuration augmentera de 10 % par an entre 2010 et 2013 et la taxe sur l'égouttage de 40% en 2010. Un ménage bruxellois de 2 personnes qui consomme en moyenne 75 mètres cubes d'eau par an verra donc sa facture grimper en 2 ans de plus de 50 euros par an, atteignant les 3 euros le m<sup>3</sup>.

Conséquences de ces PPP: au fil du temps, la perte de l'expertise et de contrôle démocratique de la collectivité, la discrimination des pauvres permettant la coupure de la fourniture, l'enrichissement des entreprises privées. Le prix augmente automatiquement puisque l'eau, à la source de toute vie, est transformée en marchandise destinée à faire du profit pour des entreprises et à amener des dividendes aux actionnaires. Les multiples contrôles prévus par les pouvoirs publics sont contournés par les entreprises capitalistes, comme le montre l'affaire Aquiris.

### La marchandisation de l'eau: un crime écologique et social

L'eau ne concerne pas que les ingénieurs et les banquiers. L'eau est un bien commun, patrimoine de l'humanité: sa marchandisation, promue par des Veolia-Aquiris, Vivendi et autres multinationales du capitalisme prétendument "vert", constitue un crime écologique et social à Bruxelles, à Milan comme à Cochabamba.

La gestion de l'eau doit être publique, pour sortir de la logique capitaliste dangereuse, et décentralisée, afin d'éviter la concentration des pollutions et des risques dans des stations géantes. Puisque le service public ne doit pas faire de profits, le coût baisse. Un vrai service public de l'eau permet une meilleure maîtrise de l'outil de production et de distribution et une réelle prise en main par les usagers et travailleurs sur cette ressource stratégique d'un point de vue écologique et social.

Charles Picqué (ministre-président de la Région bruxelloise - PS) et Evelyne Huytebroeck (ministre de l'Environnement du gouvernement bruxellois - Ecolo), ont menacé de substituer les pouvoirs publics à Aquiris. Malgré leurs déclarations d'intention, ce ne sont pas les gouvernements "Olivier", résignés à l'adaptation au capitalisme, qui reviendront sur cette privatisation nocive. Les usagers devront donc lutter, ensemble, pour faire barrage, pour reprendre l'expression de Marx, aux "eaux glacées du calcul égoïste" capitaliste. ■

## En bref

### Mises sur écoute : 1- 0

La cour d'Appel de Liège a rendu un arrêt condamnant l'Etat belge à verser 2000 euros à chacun des quatre militants altermondialistes (Didier Brissa, Raoul Hedebouw, Arnaud Leblanc et Xavier Muller) qui avaient illégalement été surveillés et mis sur écoute en septembre 2001, quelques jours avant la tenue à Liège d'une rencontre européenne des ministres des Finances (sommet Ecofin).

### DHKP-C : 2 - 0

Le 23 décembre, après 10 ans et quatre procès, le cour d'Appel de Bruxelles a acquitté Bahar Kimyongur, l'ex-porte-parole du DHKP-C. Il lui était notamment reproché d'avoir traduit un communiqué du DHKP-C. Musa Asoglu, Kaya Saz et Fehriye Erdal, qui avaient été arrêtés par la police, en possession d'armes de poing et de faux papiers, dans un appartement du littoral en 1999, ont été reconnus coupables d'association de malfaiteurs et ont été condamnés à deux ans de prison avec sursis. Cet arrêt est une défaite en rase campagne pour le procureur fédéral Johan Delmulle car ni la loi antiterroriste ni la loi sur les organisations criminelles n'ont été appliquées.

poubelles sur la Grand-Place de Mons. A la veille des fêtes de fin d'année, il faut dire que cela faisait un certain effet. Le bourgmestre de Mons, Elio Di Rupo qui, contrairement au directeur de l'IDEA, se présente aux élections, est alors intervenu pour faire cesser le conflit. Le délégué principal licencié a été réintégré sur le champ et la direction de l'IDEA a été priée de nouer le dialogue avec les travailleurs et leurs organisations syndicales.

### La Belgique condamnée pour détention d'enfants au centre 127bis

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné mardi la Belgique pour avoir retenu, au centre 127bis, quatre enfants accompagnés de leur mère tchétchène dans l'attente d'un transfert vers la Pologne où cette famille avait transité avant de venir en Belgique y demander l'asile. Strasbourg a estimé que les articles de la Convention interdisant les traitements inhumains et dégradants et garantissant le droit à la liberté étaient violés dans le cas des quatre enfants âgés de 7 mois à 7 ans mais pas de leur mère. La Belgique devra leur verser 17.000 euros à titre de dommage moral.



### Poubelles et élections

Dans le Borinage, les travailleurs de l'intercommunale IDEA qui collecte les déchets dans la région, ont fait quatre jours de grève et de manifestations pour empêcher le licenciement de leur délégué principal. La direction de l'intercommunale (PS) ne voulait rien entendre. Les travailleurs en grève ont fini par vider les camions



# AB InBev Belgique: "Nous avons gagné une bataille, mais pas encore la guerre"

✦ par Denis Horman

Le 7 janvier dernier, la multinationale AB InBev annonçait sa décision de supprimer 300 postes de travail sur les sites brassicoles en Belgique (à Leuven, Jupille, Hoegaarden, dans des dépôts locaux) et, en tout, quelque 800 postes, au niveau européen. Après quinze jours de blocage, par les travailleurs, des entrées et sorties de camions sur les trois sites, la direction d'InBev a finalement accepté l'arrêt de la procédure, dans le cadre de la loi Renault, tirant ainsi un trait – momentanément peut-être – sur son intention de supprimer ces 300 emplois. Le vendredi 22 janvier,

les travailleurs (ouvriers et employés/cadres des sites d'AB InBev Belgique) acceptaient le préaccord conclu la veille en commission paritaire et levaient le blocage des brasseries.

## Un genou à terre

Dès l'annonce des licenciements et du plan de restructuration, les travailleurs de AB InBev Belgique (ouvriers, employés et cadres, tous visés) et leurs organisations syndicales ont tracé le fil rouge de leur combat : non aux licenciements, non au plan de restructuration sur le dos des travailleurs. Une position justifiée, renforçant l'unité syndicale inter-siège, bien perçue dans la population et créant le

malaise dans la "classe" politique.

La multinationale AB InBev se porte très bien: des bénéfices substantiels, de plantureux dividendes aux gros actionnaires, des salaires et bonus indécents pour les membres de la direction. Et par dessus le marché, de gros cadeaux de nos gouvernements (de la collectivité en somme): réduction drastique d'impôts via le mécanisme des intérêts notionnels (un taux d'imposition de 2,38% !), des réductions de cotisations patronales à la sécurité sociale... Et cela, pas pour l'emploi, mais pour licencier et faire encore plus de profit!

La stratégie mise en place par les travailleurs et leurs organisations syndicales a porté là où ça fait mal à la multinationale brassicole. Sur les sites de Jupille, Leuven et Hoegaarden, des militants syndicaux ont bloqué, jour et nuit, les entrées et les sorties de camions de bière. Pendant ce temps, les travailleurs ont continué à travailler au ralenti et à être payés par la direction. Les travailleurs de plusieurs dépôts, à Liège, à Jumet, à Bruxelles... ont sensibilisé la population. Sur plusieurs sites européens, au Luxembourg, aux Pays-bas, en Allemagne, les travailleurs ont refusé d'augmenter la production, en solidarité avec leurs collègues belges.





A Jupille et Leuven, la direction a demandé une assignation en justice pour lever le blocage des camions. Elle été déboutée devant les tribunaux liégeois. A Leuven, contestant l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, le bourgmestre, L. Tobback, a déposé une procédure en tierce opposition.

Le 21 janvier, lors d'une deuxième réunion de conciliation, la direction de la S.A. InBev Belgium acceptait l'arrêt de la procédure Renault et des licenciements collectifs. En outre, elle s'engageait à payer les salaires des 20 et 21 janvier – ce qu'elle avait refusé dans un premier temps.

"On remet les compteurs à zéro", a déclaré Marc Sparmont, permanent SETCa. "On a réussi à ce que cette multinationale mette un genou à terre", a ajouté Denis Gobert, permanent CNE Industrie.

### Vigilance et détermination

Lors des assemblées des travailleurs, ouvriers et employés/cadres, qui se sont tenues à Jupille, le vendredi 22 janvier et qui ont décidé de lever les blocages des camions, c'est à la fois la méfiance, la vigilance et la détermination qui se sont manifestées. "On remet les compteurs à zéro, mais ça ne veut pas dire pour autant que le plan de restructuration de la direction est retiré". En effet, les conclusions du bureau de conciliation du 21 janvier sont claires: le plan industriel concernant l'avenir d'InBev Belgique et touchant tous les sites et départements doit, sans attendre, faire l'objet "d'un dialogue social constructif, avec des solutions aux problèmes posés", ainsi que le souligne l'accord.

"On va repartir d'une feuille blanche, mais celle de la direction est déjà bien remplie". Et la crainte est là. "La direction va tirer les leçons de sa stratégie : ne plus attaquer en bloc, comme elle vient de le faire, mais secteur par secteur, en essayant de diviser les travailleurs. Alors, aura-t-on encore le beau réflexe de l'unité qu'on vient de vivre au niveau syndical, ouvriers/employés/cadres, FGTB-CSC, Wallonie-Flandre...".

Plusieurs délégués et permanent syndicaux, tout en mettant l'accent sur une "victoire symboliquement forte", se sont bien gardés de tomber dans le triomphalisme. "Ne soyons pas naïfs, ils vont revenir avec quelque chose plus tard. Il faudra être vigilant".

Et de prendre l'engagement de remobiliser l'ensemble des travailleurs, ouvriers et

employés, si la direction cherche à licencier et délocaliser par petits paquets. "Si demain, la direction touche à un seul travailleur, ouvrier ou employé, alors c'est la solidarité qui doit immédiatement jouer!"

### Durant le conflit, la Gauche a donné la parole à quelques délégués syndicaux.

#### Denis Gobert, permanent CNE/CSC Industries :

"Le groupe InBev profite du climat et du marasme actuels, de la crise, comme d'un effet d'aubaine, pour y aller, pour presser encore plus les travailleurs comme des citrons et en jeter dehors, comme des cleenex. Cette fois, on a dit stop! Nous sommes à un tournant au niveau syndical. Nous devons changer de stratégie syndicale, ne plus être dans l'attitude de résignation, mais de détermination. Nous avons dit ensemble: non au plan de restructuration de la multinationale. Celui-ci ne se justifie pas. On ne peut accepter que les travailleurs fassent les frais d'un diktat des actionnaires qui décrètent arbitrairement un rendement, un retour sur investissement à deux chiffres, jusqu'à du 16%"

#### Didier Tilman, délégué SETCa à Jupille:

"Nous avons des contacts avec des délégués de sites européens de la multinationale, qui sont visés également par le plan de restructuration et les licenciements. Dans la concrétisation de la solidarité, une consigne a été acceptée: pas question de produire un supplément de production dans l'un ou l'autre siège, au détriment de l'action menée ici pour bloquer les entrées et sorties de camions. La direction a déjà essayé, en demandant au site de Diekirch, au Luxembourg, de palier au manque d'approvisionnement ici. Les travailleurs ont refusé.

#### Georges Requena, délégué ouvrier FGTB à Jupille :

"L'opinion publique est de plus en plus sensibilisée. C'est scandaleux et révoltant, ce qui se passe avec cette multinationale. Il y a un malaise dans le monde politique face à AB InBev qui se porte très bien et qui profite de tous les cadeaux pour nous licencier, pour faire encore plus de profit. Des politiques se joignent à nous, à notre combat. Mais, au-delà des paroles, il faudrait des actes concrets. Il faut pénaliser ces sociétés qui vampirisent notre système."

### Imposer une décision politique

"Vous les politiciens, qu'allez-vous faire sur le plan législatif, pour qu'il n'y ait pas ou plus de licenciements et de restructuration sur notre dos, dans les entreprises qui font des bénéfiques et qui, de surcroît, reçoivent des cadeaux fiscaux, subsides, aides publiques, soit disant pour créer de l'emploi"?

C'est la question qui est revenue en force dans ce conflit chez AB InBev, multinationale qui se porte très bien.

Le Parti socialiste a dénoncé le "cynisme économique et social de la direction d'InBev, alors qu'elle continue à profiter du système de la déductibilité des intérêts notionnels". Mais le PS, comme d'autres partis, n'a-t-il pas voté ce cadeau aux entreprises? La ministre de l'Emploi, Joëlle Milquet y a été également de son couplet, précisant qu'elle "allait mettre sur pied un groupe de travail au niveau européen afin de mettre un terme aux suppressions d'emploi de sociétés bénéficiaires". Comme si une telle mesure législative ne pouvait pas se prendre au niveau belge !

Nous l'avons dit, dans un tact distribué en solidarité avec les travailleurs de AB InBev: "Le minimum, c'est d'exiger que le gouvernement, qui a donné des cadeaux à InBev avec l'argent de la collectivité, impose à la multinationale le retrait du plan de licenciements et de restructuration, sous peine de rembourser toutes les aides perçues jusqu'à aujourd'hui".

La LCR mène une campagne nationale pour l'interdiction de tout licenciement et pas seulement dans les entreprises qui font de plantureux bénéfiques. Nous proposons la création d'un fonds public financé par l'ensemble du patronat, alimenté surtout par les profits des grandes entreprises, pour garantir l'emploi dans celles qui sont en réelle difficulté. Sous contrôle des travailleurs et leurs organisations syndicales.

A l'assemblée des travailleurs de Jupille, Marc Sparmont, permanent SETCa, a mis l'accent sur la solidarité avec les travailleurs de chez Opel à Anvers, en lançant la proposition d'une grande manifestation interprofessionnelle à Bruxelles pour l'emploi, contre les licenciements. Une proposition qui est déjà en voie d'être concrétisée! ■

# Travailler moins pour travailler tous

**Tous les voyants rouges sont allumés au tableau de bord de l'emploi. Selon la Banque nationale, 74.000 emplois ont été perdus en 2009 et 64.000 emplois supplémentaires seront perdus cette année (1). En tenant compte de l'augmentation de la population active, le nombre de chômeurs complets indemnisés augmentera de 168.000 unités en deux ans (de fin 2008 à fin 2010).**

❖ par Guy Van Simoy

## Construction automobile et sidérurgie laminées

Depuis des mois une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête des 2.600 travailleurs d'Opel Anvers. En sidérurgie les capacités de production sont largement excédentaires suite à la crise du secteur immobilier et de l'automobile. Selon le bureau d'études Steel Business Briefing (2), les hauts-fourneaux d'Arcelor Mittal à Liège et de Carsid à Charleroi, à l'arrêt depuis novembre 2008, figurent parmi les douze unités susceptibles de ne jamais redémarrer si la situation économique perdure. Vous imaginez la mort de la sidérurgie wallonne ?

## Fermetures et licenciements pleuvent

Partout les suppressions d'emplois déciment les rangs des salariés: 263 chez Inbev, 558 chez Janssen Pharmaceutica, 203 chez AGC, 65 chez Touring, 106 chez MasterCard, 445 chez Dexia et bientôt 750 chez Fortis. On a à peine eu le temps de lire, dans le journal du matin, l'annonce une faillite que la nouvelle de la fermeture d'une autre entreprise tombe le soir même lors du JT. Et qui a entendu parler des petites boîtes qui mettent la clé sous

le paillason: de Norma Belgium, d'Unilin ou de Permec-Mustad (toutes à Mouscron), de Wema à Zedelgem, de Sanofi-Aventis à Boortmeerbeek ou encore de Cogebi à Lot ?

## Avec Joëlle, c'est tous les mois Noël ! (dicton patronal)

Et que fait le gouvernement ? D'une part il bloque le recrutement dans les services publics en ne procédant pas au remplacement des agents qui partent à la pension. D'autre part, chaque jour il redouble d'imagination pour offrir de nouveaux cadeaux au patronat.

Ainsi, en décembre dernier, la ministre fédérale de l'Emploi, Joëlle Miquet, a instauré une prime de 1.100€, à tout employeur qui engage un jeune de moins de 26 ans, chômeur depuis au moins six mois et disposant au maximum d'un diplôme du secondaire. Attention, cette prime, c'est tous les mois, pendant deux ans, et pas besoin de conclure un contrat à durée indéterminée ! Et si le jeune a moins de 19 ans, l'employeur reçoit comme bonus l'exonération de cotisations sociales pendant deux ans ! Pour le moment, cette mesure ne concerne que les années 2010 et 2011. Mais si cela se prolonge (car la crise ne sera pas finie d'ici là) le même employeur pourra sans doute recommencer avec un autre jeune ? N'est-ce pas un beau cadeau de Noël déposé par Joëlle sous le sapin du patronat ?

Initialement, la prime mensuelle prévue était de 1.000€. Mais comme le ministre régional flamand de l'Emploi, Philippe Muyters (NVA), menaçait de déclencher la procédure de conflit d'intérêt car la mesure prévue par Miquet ne correspondait pas exactement au profil des jeunes chômeurs en Flandre, les deux ministres ont fini par se réconcilier en augmentant de 100€ le montant de la prime mensuelle. Preuve s'il en est que la surenchère communautaire ne sert que les intérêts patronaux.

## Des mesures radicales pour donner un emploi à toutes et à tous

De 1970 à 2010, le Produit Intérieur Brut a été multiplié par 2,5 alors que le nombre global d'heures de travail est resté identique.



Pendant même période la population active a augmenté de 1.300.000 personnes alors que l'emploi disponible n'a augmenté que de 650.000 postes (3). C'est la réduction du temps de travail, surtout avant 1990, qui a permis de créer des emplois. Pas la croissance économique !

Seules des mesures radicales permettront de sortir de la situation de chômage massif actuelle et de donner un emploi avec un vrai salaire à toutes et à tous. Des mesures telles que :

- la réduction du temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences et avec embauche compensatoire ;
- l'interdiction des licenciements et la création d'un fonds de solidarité, financé par les entreprises, et destiné à maintenir les emplois dans les entreprises en difficulté ;
- la création massive d'emplois publics dans des services de proximité à la population et dans la rénovation et l'isolement du logement
- le financement de ce plan d'urgence par la taxation des bénéficiaires et des grosses fortunes.

Inutile de compter sur le patronat et son gouvernement pour réaliser cela. Cela ne pourra être imposé que par une mobilisation massive et unitaire des travailleurs, de leurs organisations syndicales, des forces politiques à gauche du PS et des Verts, des associations de terrain qui luttent contre l'exclusion et la pauvreté. ■

(1) La Libre, 8 décembre 2009

(2, 3) L'Echo de la Bourse, 6 janvier 2010

# KB Lux: Les coupables du "hold-up fiscal du siècle" blanchis par le tribunal!

**Le procès de la fraude fiscale KB-Lux s'est terminé ce 8 décembre par l'abandon des poursuites contre les fraudeurs, dont le patron de la banque Damien Wigny. Les preuves ont été jugées "irrecevables" par le tribunal correctionnel de Bruxelles car leur collecte a été entachée "d'irrégularités".**

✦ par Jan Willems

La KB-Lux, c'est une des plus grandes fraudes fiscales jamais poursuivie par la "justice" belge. L'enquête a pu établir que la filiale luxembourgeoise de la KBC a aidé de riches clients et des entreprises à frauder vers le Luxembourg plus de 400 millions d'euros au début des années 1990. Il a fallu 13 ans de procédures devant tribunaux pour arriver à ce résultat révoltant: l'abandon des poursuites pour les fraudeurs alors que les enquêteurs sont poursuivis pour des irrégularités mineures!

Il faut dire que la partie est inégale entre les fraudeurs et les fonctionnaires qui veulent réellement faire leur travail de lutte contre la fraude. Les fonctionnaires sont sous-payés par rapport aux avocats et experts des fraudeurs. Leurs départements manquent cruellement de moyens comme le fonctionnaire du ministère des finances Marco Van Hees le souligne dans son livre "Didier Reynders, l'homme qui parle à l'oreille des riches". De plus, ceux qui enquêtent contre la fraude subissent des menaces et pressions diverses. Ainsi, le juge d'instruction Leys, qui a conduit l'enquête sur la KB-Lux, a été l'objet de nombreuses intimidations (appels anonymes nocturnes, pneus crevés, filatures, calomnies portant sur de pseudo comptes secrets qu'il

aurait détenu en Suisse). Et lorsque, faute de moyens, les enquêteurs commettent quelques irrégularités, les magistrats jettent toute l'enquête à la poubelle alors que nul n'ignore que cette fraude a bel et bien eut lieu!

## Petite amende

Même lorsque des fonctionnaires arrivent à faire imposer par leur administration une amende aux fraudeurs, les ministres et hauts fonctionnaires viennent à la rescousse des coupables. Ainsi, lorsqu'au milieu des années 1990, l'Inspection Spéciale des Impôts (ISI) infligea une amende à la KBC pour la fraude de sa filiale luxembourgeoise, le montant de celle-ci devait normalement s'élever à 1000% de la somme détournée. Philippe Maystadt, le ministre des finances de l'époque (qui est devenu président du PSC -l'ancien nom du CDH- et qui est l'actuel président de la Banque Européenne d'Investissement), a finalement accepté la proposition émanant de la KBC elle-même, soit une amende de... 40%! Un peu comme si quelqu'un qui ne payait pas son billet de train, devrait déboursier au contrôleur une amende inférieure à la moitié de la valeur de celui-ci.

D'autres banques ont également utilisé le mécanisme de fraude de la KB-Lux au cours des années 1980, ce qui leur a permis de détourner ainsi 360 millions d'euros. A la fin de son enquête en 1996, le juge Leys estimait le montant de l'ensemble de cette fraude fiscale autour de 90 milliards de FB (soit 2,25 milliards d'euros).

Les milliards que la KB-Lux et les autres entreprises ont ainsi soustrait aux finances publiques ont contraint le monde du travail à payer plus d'impôts pour combler partiellement les trous de cette fraude fiscale. Les pertes des finances publiques ainsi engendrées sont tellement gigantesques qu'elles se traduisent par des politiques d'austérité criminelles (comme un entretien insuffisant des routes et autres infrastructures

publiques par exemple). Le jugement rendu par tribunal correctionnel de Bruxelles est un feu vert pour tous les grands fraudeurs, banques, entreprises, multimillionnaires qui pourront ainsi continuer à voler l'Etat.

## Fraude fiscale = deux fois plus que le déficit annuel de l'Etat

Un professeur d'économie de la VUB et la Banque nationale de Belgique estimaient en 2008 que l'ensemble de la fraude fiscale coûtait plus de 30 milliards d'euros aux finances publiques. C'est deux fois plus que le déficit annuel de l'Etat! Si on faisait payer les fraudeurs, non seulement nous ne devrions plus subir de politiques d'austérités supplémentaires, mais on pourrait faire baisser le chômage tout en améliorant considérablement l'éducation, la santé, les transports publics et les politiques destinées à l'environnement. L'argent de la fraude fiscale suffirait en effet à créer des dizaines de milliers d'emplois dans des services publics utiles à la population.

Mais pour faire réellement payer aux riches fraudeurs ce qu'ils volent, il faudra une mobilisation déterminée de l'ensemble du monde du travail. En effet, le procès de la KB-Lux démontre une fois de plus qu'on ne peut compter sur l'appareil d'Etat et ses lois bourgeoises pour faire payer les riches! ■

*L'Etat opprime et la loi triche ;*

*L'Impôt saigne le malheureux ;*

*Nul devoir ne s'impose au riche ;*

*Le droit du pauvre est un mot creux.*

*C'est assez languir en tutelle,*

*L'égalité veut d'autres lois ;*

*« Pas de droits sans devoirs, dit-elle,*

*« Egaux, pas de devoirs sans droits ! »*

*(3ème couplet de L'Internationale)*

# Le travail, c'est pas la santé

**AZF, Eternit, Union Carbide. Trois noms de grands groupes industriels qui viennent de faire l'actualité au cours des dernières semaines et qui nous rappellent que dans la société capitaliste, le travail ne rime pas souvent avec la santé car la soif de profit des actionnaires s'embarrasse peu de scrupules.**

✦ par Guy Van Sinoy

## **AZF Toulouse : responsables relaxés**

Le 21 septembre 2001 un mélange de nitrate d'ammonium et de chlore, à l'usine AZF (Azotes fertilisants) de Toulouse appartenant à la société Grande Paroisse, une filiale de Total, avait provoqué une terrible explosion faisant 31 morts et 20.000 blessés. Le 19 novembre 2009, après une longue procédure judiciaire, le tribunal correctionnel de Toulouse a relaxé "au bénéfice du doute" l'ancien directeur d'AZ poursuivi pour homicides involontaires par défaut de prévoyance et la société Grande Paroisse poursuivie en tant que personne morale. Le groupe Total, quant à lui, et son ancien PDG ne sont pas inquiétés.

Ce jugement est une insulte pour celles et ceux qui ont vu leur logement, leur environnement, leur emploi, leur santé et leur

vie détruits en quelques secondes par la négligence de la direction de l'entreprise Grande Paroisse et du groupe Total. Le parquet a fait appel.

## **Le grand procès de l'amiante à Turin**

Le 10 décembre, le procès de l'amiante s'est ouvert à Turin. Deux hauts dirigeants d'Eternit, le baron belge Louis de Cartier de Marchienne et le milliardaire suisse Stephan Schidheiny comparaissent pour "désastre sanitaire". Des milliers de personnes se sont portées parties civiles. A Casale Monferrato (30000 habitants), dans le Piémont, toute la ville est encore recouverte de poussière d'amiante et 3000 personnes souffrent de maladies dues à l'amiante. En un siècle 200 millions de tonnes d'amiante ont été répandues sur la planète et chaque année 100000 personnes dans le monde vont mourir à cause de ce matériau.

Depuis le début des années 80, les procès sur l'amiante ont commencé. Les victimes s'organisaient pour demander des indemnités civiles. Mais bien que la dangerosité de l'amiante a été reconnue depuis le début du XXe siècle, les victimes n'obtenaient souvent pas gains de cause car Eternit avait le bras long. Mais au procès de Turin, pour la première fois les victimes se sont organisées pour mener la bataille sur le plan pénal. Les prévenus risquent jusqu'à quinze ans de prison. Il leur est reproché de n'avoir pris aucune mesure de prévention destinée à protéger les travailleurs des quatre usines Eternit (systèmes d'aspiration et de ventila-

tion, organisation du travail afin d'éviter les manipulations manuelles, moyens de protection individuelle, surveillance médicale) et d'avoir fourni à des particuliers des matériaux amiantés, avec pour conséquence une exposition incontrôlée à l'amiante, sans que quiconque ait été informé du danger.

Les prévenus ont tenté d'échapper aux poursuites en plaçant l'incompétence territoriale du tribunal. C'est un argument fréquent utilisé par les dirigeants des multinationales pour s'en tirer à bon compte en rejetant toutes les responsabilités sur les directeurs locaux des usines incriminées. Mais le procureur a réfuté cette allégation en apportant la preuve qu'un certain nombre de lettres et de documents montraient que les directives concernant l'organisation du travail portaient de la maison mère. Ce procès est donc en avance sur le plan mondial. Il est en quelque sorte "le contre-exemple de Bhopal."

## **Bhopal, 25 ans après**

Le 3 novembre 1984 à Bhopal, une ville du Nord de l'Inde, une fuite de gaz à l'usine Union Carbide produisant des pesticides extrêmement toxiques a fait plusieurs milliers de morts (près de 4000 sont mortes immédiatement, des milliers d'autres plus tard). Des centaines de milliers de personnes souffrent de graves séquelles et ont été à peine indemnisés (500 dollars par personne). Union Carbide a été racheté en 2001 par Dow Chemical, un des principaux groupes chimiques sur le plan international. Alors que le repreneur d'une compagnie reprend à la fois tous les droits et toutes les obligations de la compagnie reprise, Dow Chemical estime être dégagé de toute obligation vis-à-vis de la population de Bhopal. Vingt-cinq ans après la tragédie, le site de l'ancienne usine Union Carbide n'a toujours pas été décontaminé.

Le groupe Dow Chemical s'est aussi enrichi en produisant l'Agent Orange, un produit toxique largement utilisé par l'armée américaine pendant la guerre du Viet Nam pour contaminer les zones contrôlées par les maquisards du Front National de Libération. Quand on vous disait que le profit, c'est à n'importe quel prix! ■

*Bhopal, manifestation contre Union Carbide*



# Modrikamen... un parti si peu populaire

**Un nouveau parti a vu le jour à la fin du mois de novembre. Le Parti populaire (PP) prétend vouloir donner un grand coup de pied dans la fourmière de la politique traditionnelle. En réalité, il se positionne résolument à droite et ses propositions sont autant de déclarations de guerre aux salariés, aux allocataires sociaux ainsi qu'aux agents et usagers de la fonction publique.**

✦ par Thierry Pierret

Le fondateur du PP, Michaël Modrikamen, incarne le programme à lui tout seul. Modrikamen a été l'avocat d'actionnaires de Fortis après la déroute financière de ce holding qui a obligé l'Etat belge à intervenir pour le renflouer à coups de milliards d'argent public avant de le revendre à BNP-Paribas. Les actionnaires de Fortis y trouvaient largement leur compte, car ils ont été sauvés de la débâcle totale par l'Etat qui leur a garanti un prix minimum pour leurs actions. Mais les plus gourmands d'entre eux n'ont pas accepté de voir leurs plantureux bénéfices d'antan fondre comme neige au soleil. Ils ont exigé que l'Etat leur paye un prix supérieur pour leurs actions avec l'argent des contribuables. Ils ont trouvé en Modrikamen leur avocat et leur héraut.

## Un programme populiste de droite

Modrikamen a donc croisé le fer avec un gouvernement bourgeois qui, prétendument en défense de l'intérêt général, s'efforçait en fait de protéger les capitalistes de leur propre voracité. L'avocat des nantis a acquis un profil anti-establishment grâce à son "duel" médiatisé avec Yves Leterme et Didier Reynders. La démarche de Modrikamen fait écho celle de Jean-Marie Dedecker

et de Bart De Wever en Flandre. Ils ont acquis leur profil anti-establishment en rompant bruyamment avec la politique traditionnelle. Mais leur programme, comme celui du PP, n'est qu'un ramassis de propositions néolibérales et sécuritaires qui vont de la baisse drastique des impôts et du nombre des fonctionnaires à la suppression des allocations de chômage dans le temps en passant par la stigmatisation à outrance des populations d'origine immigrée et une approche purement répressive de la criminalité. Ce sont les ingrédients du populisme de droite. Modrikamen fait flèche de tout bois dans son apologie du capitalisme, quitte à nier la réalité du changement climatique. Dans une interview (1), il déclare à propos des réunions sur le changement climatique que "Le véritable problème est que l'on sent poindre derrière toutes ces réunions un discours terriblement anticapitaliste". Plus loin, il ajoute sur le même thème : "Je crains qu'on ne soit en train d'organiser la désertification économique de l'Europe par des craintes qui sont en



partie infondées ou en tout cas des suppositions". Comme si la désertification économique de l'Europe n'avait pas lieu depuis longtemps! Elle est le fait des capitalistes qui, confrontés à des taux de profits de plus en plus bas, ont tenté de les restaurer en délocalisant des unités de production entières dans les pays à bas salaires ou en fermant carrément des unités de produc-

tion pour investir leurs capitaux dans la spéculation tellement plus lucrative. Avec les conséquences pour l'économie mondiale que l'on connaît aujourd'hui...

## Vers un grand parti de la droite francophone ?

Modrikamen ne cache pas son ambition de créer une large formation de droite qui engloberait le MR et la droite du CDH afin de pouvoir gouverner sans le PS. Mais la majorité de la bourgeoisie n'est pas prête aujourd'hui à appliquer la thérapie de choc d'un Modrikamen. Elle préfère s'appuyer sur la concertation sociale pour restaurer son taux de profit. Or la politique d'un Modrikamen implique d'en finir avec celle-ci et de rompre avec la bureaucratie syndicale qui ne pourrait plus, voire ne voudrait plus, empêcher les travailleurs de se lancer dans une confrontation de grande ampleur à l'issue imprévisible. Mais si la crise du capitalisme devait s'approfondir, par exemple suite à une réplique encore plus dévastatrice de la récente crise, des

pans entiers de la bourgeoisie pourraient opter pour la confrontation faute de marge disponible pour la concertation. En attendant, un sondage Ipsos (2) a crédité le PP de 3,1% en Wallonie et de 3,5% à Bruxelles. Si ce frémissement devait s'amplifier et se confirmer aux prochaines

élections, cela n'exprimerait pas une droitisation de la société, encore moins une adhésion au capitalisme. Mais faute d'alternative crédible de la gauche politique et syndicale, il y aura toujours un espace pour le populisme de droite. ■

(1) *La Libre Belgique* du 18/12/2009

(2) *La Libre Belgique* du 21/12/2009

# Vaincre la crise par la solidarité: sur quel programme d'urgence ?

## Congrès exceptionnel de la FGTB Liège-Huy-Waremme

✦ par Denis Horman

Le 16 novembre 2009, la FGTB liégeoise organisait un congrès exceptionnel sur base d'un document de travail "Vaincre la crise par la solidarité". Une initiative pour lancer la réflexion, le débat sur des alternatives à la crise, dans le cadre de la préparation des congrès que la FGTB wallonne et nationale tiendront respectivement fin mai et début juin 2010. Vu l'enjeu de ces congrès dans le contexte d'une profonde crise du système capitaliste et ses conséquences dramatiques (chômage, licenciements, emplois précaires, démantèlement des services publics, privatisations, blocage des salaires...), la LCR se veut partie prenante de ce débat dans une démarche critique et constructive. Quelques réflexions et positionnements critiques sur ce document de la FGTB Liégeoise.

### Quel programme d'urgence, quelles alternatives ? La redistribution des richesses



Il faut redistribuer les richesses, souligne et développe le document. Bien d'accord. L'argent existe (explosion des profits des

grandes entreprises, de dividendes aux actionnaires, des revenus financiers, des placements dans les paradis fiscaux...). Il faut donc le prendre là où il est. Cette redistribution peut se faire de deux manières: l'augmentation de salaires par la "modération" actionnariale et la justice fiscale. Le document pointe la "dérive salariale" (chèques-repas, éco-chèques, primes non intégrées dans les salaires...), en mettant l'accent sur des augmentations du salaire brut (base sur laquelle sont calculés les revenus de remplacement). Mais il est plus que discret sur l'urgence d'une telle revendication, se gardant bien de chiffrer ce que devrait être une augmentation décente du salaire minimum interprofessionnel, de tous les salaires ou encore des allocations sociales.

Le document se prononce pour une fiscalité plus juste par une progressivité de l'impôt des ménages (les plus hauts revenus) et des sociétés (sans en préciser l'indice), par un impôt sur les grosses fortunes (en renvoyant au niveau européen, à défaut d'une application au niveau national, l'idée d'une fiscalité harmonisée des plus gros patrimoines). La FGTB liégeoise, à l'instar des directions syndicales nationales, se prononce pour la levée

du secret bancaire fiscal, préalable pour établir un cadastre des fortunes et lutter contre la fraude fiscale. C'est le parle-

ment qui doit concrétiser cet objectif, par le vote d'une loi. Une proposition de loi a été déposée par le Parti socialiste (Alain Mathot PS et Dirk Vander Maelen Spa). Mais elle vise seulement l'assouplissement des conditions de levée du secret bancaire, ce qui existe déjà de fait. Alors, qu'attend la FGTB pour exiger la levée totale du secret bancaire?

### Cadeaux au patronat, création d'emplois et réduction du temps de travail

Le document en fait le constat: les réductions de cotisations patronales à la sécurité sociale (7 milliards d'euros par an), de même que les réductions d'impôt de sociétés via par exemple les intérêts notionnels (quelque 4 milliards d'euros en 2007) "ne sont aucunement liées à la réalisation d'objectifs en terme d'accroissement d'emplois. Il s'agit donc de cadeaux aux bénéficiaires des seules entreprises, souvent au travers de leurs actionnaires". Ceci dit, le document propose d'octroyer les réductions de cotisations et les aides à l'investissement privé dans les entreprises proportionnellement à la réduction du temps de travail et l'embauche compensatoire. Ainsi, cette RTT se ferait "sans qu'elle ne coûte à l'entreprise ni par une perte de revenu pour les travailleur". Mais la question mérite d'être posée: qui doit payer cette RTT? La collectivité (via les finances publiques) ou les multinationales qui font des profits substantiels et accordent à leurs actionnaires des dividendes toujours aussi plantureux malgré la crise?

### La reconquête de services publics

Dans son document, la FGTB Liège-Huy-Waremme déclare: "Toutes les missions de services publics doivent rester ou redevenir un monopole de droit public", mettant même l'accent sur la logique et les conséquences des privatisations

(rentabilité financière et l'impératif du profit avant tout, augmentation des prix, dumping social...). Mais pas de position de principe claire: "stop aux privatisations", ni d'appel au mouvement syndical à engager une lutte contre les privatisations, par exemple, pour un retour à "une Poste 100% publique".

Le document se prononce pour des "partenariats public-public (en opposition à des partenariats public-privé)", pour une entreprise publique d'isolation des bâtiments ou encore une banque publique régionale. Mais, en même temps, le document soutient la démarche du plan Marshall et de la "Caisse d'investissement de Wallonie", qui apportent un précieux soutien aux investisseurs privés.

Enfin, tout en mettant en lumière "le rôle nocif de ces trous noirs de la finances qu'il faut désormais éradiquer", le document se garde bien de lancer le débat sur la nationalisation intégrale de tout le secteur financier, seule voie permettant de la contrôler réellement, d'empêcher la spéculation casino avec l'épargne et d'orienter le crédit vers la création de services et d'emplois socialement et écologiquement utiles.

### L'indispensable rapport de force

C'est une question centrale dans les débats au sein du mouvement syndical. La FGTB Liège-Huy-Waremme avance trois pistes: "L'indispensable contrôle ouvrier" (un des points forts du document), "une action interprofessionnelle forte et efficace", "le syndicalisme international avec des pratiques de combat européennes, surtout au niveau des multinationales.

Une dimension absente dans le document en ce qui concerne la (re)construction de rapports de force: la volonté et décision politique. Le document souligne "la perte de légitimité du monde politique", "le manque de volonté politique". Sans plus. Dans sa déclaration générale "Dénoncer le capitalisme ensemble", la FGTB wallonne ouvre une piste stratégique à expliciter et débattre: "En l'absence d'une réponse radicale de la gauche gouvernementale, les acteurs individuels, associatifs, syndicaux, publics doivent se fédérer pour construire d'autres mondes possibles. La reconquête des idées exige de l'audace, une volonté politique mais aussi un rapport de force et donc une indispensable convergence à gauche des expertises de chacun". ■

## En bref

### Touring

En octobre 2009 Touring a annoncé la suppression prochaine de 65 emplois sur 300 car elle veut sous-traiter les activités de remorquage, de garage et de magasin des pièces détachées. Début décembre, 150 travailleurs de Touring sont passés à l'action en bloquant trois des quatre bandes de circulation dans la rue de la Loi à Bruxelles, devant le siège de l'entreprise et en organisant une manifestation jusqu'au cabinet de Joëlle Milquet. Mercredi 9 décembre, à la suite d'une ordonnance en référé



introduire par Touring devant le tribunal civil, celui-ci a pris une ordonnance interdisant les piquets sous peine d'astreintes de 500 par gréviste qui n'obtempérait pas à l'ordre de "dégager la voie publique" et de libérer l'accès au bâtiment. Inutile de dire que rien n'est réglé sur le fond. Touring est chapeauté par l'asbl Touring Club royal de Belgique, dont le conseil d'administration compte bon nombre de personnalités politiques, parmi lesquelles Armand De Decker (MR), président du Sénat.

### IAC-Fiat : liquidation honteuse de la délégation syndicale

Le 9 novembre, la direction de IAC FIAT a notifié à 9 délégués syndicaux leur licenciement. L'entreprise avait tenté, dans un premier temps, de lever les protections des délégués afin de pouvoir s'en débarrasser plus facilement, mais elle avait été déboutée par le tribunal. IAC-Fiat a donc décidé de passer outre et de licencier malgré tout les 9 délégués. Comme le licenciement est illégal, l'entreprise devra payer une indemnité de rupture correspondant à plusieurs années de salaire (50 années de salaire, au total). La législation sociale est ainsi faite en Belgique. Lorsqu'un patron-voyou licencie illé-

galement un délégué syndical, il n'est pas obligé de le réintégrer, contrairement à ce qui se passe dans les pays voisins.

La FEB compare sans cesse le coût salarial en Belgique avec celui des pays voisins. Pourquoi ne propose-t-elle pas que la Belgique s'aligne sur les pays voisins lorsqu'il s'agit de réintégrer un travailleur licencié illégalement ?

### Lidl : la révolte des gérants

Lundi 14 décembre, 23 gérants de Lidl de la région liégeoise ont décidé de fermer les portes de leur magasin pour protester contre la pénurie de personnel en cette fin d'année. Les jours suivants, le mouvement faisait boule de neige : 68 magasins fermés

le mardi, une centaine le mercredi (sur un total de 293). Parti de Liège, le mouvement avait ensuite gagné les succursales du Luxembourg, du Namurois, du Hainaut et du Limbourg. Chez Lidl les gérants ont un statut d'employé. Ils sont les seuls à avoir un horaire complet (36 heures) mais leur salaire dépend en partie de la réalisation d'objectifs de productivité. Les autres membres du personnel ont en général un contrat de travail à temps partiel. Dans un

premier temps, les dirigeants de Lidl n'ont pas voulu négocier "sous la pression d'une grève sauvage, planifiée sans aucun dialogue concret préalable". Mais l'approche des fêtes de fin d'année les a vite ramenés à la raison, et ils ont signé un engagement à recruter immédiatement des étudiants et des travailleurs temporaires jusque fin février. C'est-à-dire des travailleurs précaires. Le seul sujet de satisfaction est que les travailleurs à temps partiel verront leur temps de travail complété (passage de 24 à 28 heures par semaine, voire à 32 heures).

### 200.000

C'est le chiffre actuel de chômeurs temporaires. Dans un communiqué de presse daté du 25 novembre 2008, Joëlle Milquet, Ministre fédérale de l'Emploi avait annoncé que le nombre de chômeurs temporaires était passé de 95.849 en octobre 2007 à 118.318 en octobre 2008. Aujourd'hui, l'ONEM a compté 200.000 chômeurs temporaires. Autrement dit, le chômage temporaire a augmenté de 24% en 2008 et de 69% en 2009. Cette explosion du nombre de chômeurs temporaires s'explique en partie par l'extension, à partir du 30 juin 2009, du chômage temporaire aux employés.

# Tirailés entre l'idéologie et le réalisme

◆ Interview de Jean-François Ramquet, secrétaire de la régionale FGTB Liège-Huy-Waremme, propos recueillis par Denis Horman

**La Gauche :** Le document préparatoire au congrès extraordinaire "vaincre la crise par la solidarité pointe le capitalisme et son porte-voix, le libéralisme, comme les responsables de la crise financière et économique que nous vivons. Que signifie et qu'implique, pour vous et la FGTB de Liège-Huy-Waremme, cette prise de position?

**Jean-François Ramquet :** Notre idéologie, c'est le socialisme et des valeurs socialistes actualisées. Pointer le libéralisme (le laisser-faire) et le capitalisme (la maximisation du profit pour une petite minorité), refuser ce système, c'est pour nous le point de départ pour élaborer des alternatives, des positions fortes en terme de reconquête des services publics, de redistribution des richesses, de politique industrielle publique, de préservation de l'emploi, de sécurité sociale, etc. C'est aussi le point de départ pour reconstruire des rapports de force et retisser les solidarités. Ce n'est pas un hasard non plus si la FGTB wallonne a réintroduit le rejet du capitalisme dans la campagne qu'elle a commencé sur le thème "le capitalisme nuit gravement à la santé". Cette

démarche "idéologique" a surtout un écho auprès de la "vieille génération" de délégué/e/s (pré)pensionnée, pas suffisamment auprès de la jeune génération de militants et délégués syndicaux.

**La Gauche :** Le document de la FGTB avance une série d'alternatives, en commençant par ce qu'il appelle "la reconquête des services publics". Il rappelle que "toutes les missions de services publics doivent rester ou redevenir un monopole de droit public". N'est-ce pas une simple déclaration de bonnes intentions par rapport à la "libéralisation" vers la privatisation totale de services publics? On n'a pas vu de grandes mobilisations syndicales pour empêcher ces privatisations?

**Jean-François Ramquet :** Le document sur les alternatives veut réaffirmer des valeurs, des principes comme "pas de démantèlement de services publics". Mais, dans l'action syndicale sur le terrain, il faut faire preuve de réalisme. Par exemple, au niveau postal, face à la tentative de la direction de la Poste de mettre en place des facteurs de quartier avec un salaire dérisoire et une flexibilité totale dans le travail, nous avons mené l'une ou l'autre action qui a obligé la direction à renégocier en commission paritaire. Mais nous ne nions pas la difficulté de mobiliser et de créer un rapport de force suffisant.

**La Gauche :** La nationalisation sous contrôle syndical du secteur financier ne serait-elle pas une voie plus réaliste pour contrôler le secteur que la création d'une banque publique régionale?

**Jean-François Ramquet :** Sur le plan intellectuel, on peut être d'accord avec cette revendication. Mais compte-tenu des rapports de force, ce n'est pas réalisable. Par contre, notre proposition d'une banque publique régionale peut être une alternative concrète, réalisable, qui peut marcher parallèlement au secteur financier privé et qui de par son fonctionnement démocratique et transparent et sa fonction sociale, jetterait un éclairage sur le fonctionnement spéculatif et prédateur du secteur financier privé. C'est d'ailleurs pour cette raison que notre revendication ne passera pas comme une lettre à la poste, parce que c'est une vraie alternative crédible et efficace.

**La Gauche :** Qui doit payer la réduction du temps de travail? Est-ce à la collectivité ou au patronat? Toute une série de multinationales se portent bien. Les dividendes aux actionnaires n'ont fait qu'augmenter ces dernières années. Pourquoi ne pas exiger que le patronat dans son ensemble, via un fonds patronal mutualisé, finance une réduction du temps de travail?

**Jean-François Ramquet :** De nouveau, nous sommes ici tirailés entre l'idéologie et le réalisme. Il nous faut avancer une alternative qui peut être appliquée, montrer que c'est possible au lieu de dire "il n'y a qu'à". Les rapports de force au niveau national et face aux multinationales, y compris les niveaux différents de combativité au niveau syndical sont tels qu'il est illusoire de croire qu'on pourrait imposer une telle revendication. Au moins que la réduction de cotisations sociales patronale serve, sous le contrôle des organisations syndicales, à diminuer le temps de travail dans les entreprises où cela peut se faire et à ouvrir l'embauche. ■





# Les travailleurs de Bayer sous pression (ou comment vivre en Bavière à la Mer du Nord)

↳ par Jef Van Der Elst

## Le modèle allemand

"Mitbestimmung" est un mot-clé qui décrit joliment comment vie économique, syndicats et politique collaborent dans le modèle allemand pour huiler les rouages des intérêts de l'économie allemande dans son entièreté. L'accord entre politique et vie économique pour ne pas annoncer de fermeture d'entreprises avant la réélection d'Angela Merkel était typique. Des intérêts inférieurs doivent s'incliner devant des intérêts supérieurs.

## La Bavière à la Mer du Nord

Souvent la Flandre est appelée la Bavière à la Mer du Nord. Le dossier de la succursale de l'industrie allemande Bayer est une belle illustration du fait qu'on pratique aussi la politique "allemande" dans cette région. Les principaux acteurs sont ici: la direction anversoise et internationale de l'industrie Bayer, le ministre-président Kris Peeters (avec un passé à Unizo, Union des Entrepreneurs Indépendants) et la fédération de patrons Essencia du secteur chimique.

## Un nouveau dossier socio-économique

Le polycarbonate est une matière de base pour différentes applications: CD, DVD et autres applications dans la chimie de base. Une série de raisons liées au marché (qui donc achète encore des CD actuellement?) et une surcapacité autocréée (comme toujours par des investissements sur les marchés asiatiques émergents) risquent d'engendrer un problème pour la production en Europe. La direction internationale veut dresser les forteresses d'Anvers et Ürdingen l'une contre l'autre pour organiser une spirale descendante des conditions de travail et de salaire. Sa "master voice", la direction anversoise, veut marquer des points et élabore un plan d'économie rigoureux pour la forteresse anversoise.

## Une combinaison de blocage des salaires, d'allongement du temps de travail et de licenciements

La direction anversoise veut obtenir quelque chose de force à très brève échéance sans les négociations normales. Toutes les règles normales de concertation sont contournées et on part directement pour une conciliation. C'est une procédure utilisée en cas de grande urgence où un fonctionnaire est engagé pour déminer un dossier explosif.



## Un intermezzo européen

A Anvers, un entretien a lieu entre les représentants de la succursale allemande et de l'anversoise. Il n'y a absolument aucune urgence et les chiffres de la direction anversoise sont réellement controversés. Un tract commun est rédigé par les organisations syndicales. Toutes deux disent qu'elles ne veulent pas être jouées l'une contre l'autre et pour toutes les deux le retour à un autre système d'équipes (avec sept jours de travail d'affilée) est inacceptable.

## Un intermezzo anversois

Les points de vue de la direction anversoise de Bayer, soutenue activement sur ce point par la fédération patronale de la chimie Essencia, suscitent l'indignation dans toutes les entreprises de la chimie et du pétrole concernées. Cela aboutit à un point de vue commun de toutes les organisations syndicales concernées : on ne tolérera pas

que le patronat veuille réaliser son rêve sur le dos des travailleurs de Bayer et par extension de toutes les entreprises du secteur chimique et pétrochimique.

## Une conciliation ratée

La tentative de la direction de Bayer Anvers pour forcer une percée avec le soutien actif d'Essencia échoue. Ils reviennent avec un protocole de non-conciliation. Retour à la case de départ.

## Le chancelier Peeters en action

Durant plusieurs jours, le ministre-président Kris Peeters mène activement campagne avec Essencia pour des concessions de la part des travailleurs et syndicats de Bayer Anvers. Différents journaux le soutiennent en ce sens. Il devient de plus en plus clair qu'il se comporte plutôt comme le représentant d'Unizo que comme un politicien flamand. Seul le soutien public de Rudy De Leeuw lors de la journée d'action nationale de l'FGTB apporte quelque contrepois.

## Visite d'en haut venue d'Allemagne

Une visite est annoncée avec Van Osselaer, membre du Board of Management de BMS et responsable des relations de travail. La situation est déminée et un planning est établi pour de véritables entretiens. En même temps, il est clairement établi qu'il n'y a pas de scénario pour la fermeture de la succursale anversoise.

## Conclusion provisoire

Par leur propre force, par le soutien de leurs collègues européens et des syndicats du secteur, une première attaque a été repoussée par les travailleurs de Bayer qui sortent de cette confrontation certainement renforcés pour des confrontations futures. ■

# Copenhague: Déroute au sommet, victoire à la base

**On savait que le sommet des Nations Unies à Copenhague ne déboucherait pas sur un nouveau traité international mais sur une simple déclaration d'intention – une de plus. Mais le texte adopté au terme de la rencontre est pire que tout ce qu'on pouvait imaginer : pas d'objectifs chiffrés de réduction des émissions, pas d'année de référence pour les mesurer, pas d'échéance, pas de date ! Le texte comporte une vague promesse de cent milliards de dollars par an pour l'adaptation dans les pays en développement, mais les formules utilisées et divers commentaires font craindre des prêts administrés par les grandes institutions financières plutôt que de vraies réparations payées par les responsables du gâchis.**

❖ par Daniel Tanuro

En L'incohérence du document est totale. Les chefs d'Etat et de gouvernement reconnaissent que "le changement climatique constitue un des plus grands défis de notre époque" mais, à l'issue de la quinzième conférence de ce type, ils sont toujours incapables de prendre la moindre mesure concrète pour y faire face. Ils admettent – c'est une première ! - la nécessité de rester "au-dessous de 2°C" de hausse de la température, donc la nécessité de "réductions drastiques" des émissions "conformément au quatrième rapport du GIEC", mais

sont incapables d'endosser les conclusions chiffrées par les climatologues: au moins 40% de réduction en 2020 et 95% de réduction en 2050 dans les pays développés. Ils soulignent avec emphase leur "forte volonté politique" de "collaborer à la réalisation de cet objectif" (moins de 2°C de hausse de la température), mais n'ont rien d'autre à proposer qu'une auberge espagnole où chaque pays, d'ici le 1er février 2010, communiquera aux autres ce qu'il compte faire.

## **Un pilote automatique: la course au profit**

Piégés par l'hyper-médiatisation qu'ils ont eux-mêmes orchestrée, les grands de ce monde se sont retrouvés sous les feux de la rampe, sans rien d'autre à montrer que leurs rivalités sordides. Alors, les représentants de 26 grands pays ont viré les ONG, écarté les petits Etats et pondé en catastrophe un texte dont le but principal est de faire croire qu'il y a un pilote politique dans l'avion. Mais il n'y a pas de pilote. Ou plutôt, le seul pilote est automatique : c'est la course au profit des groupes capitalistes lancés dans la guerre de concurrence pour les marchés mondiaux. Le candidat Obama et l'Union Européenne avaient juré leurs grands dieux que les entreprises devraient payer leurs droits d'émissions. Bernique : en fin de compte, la plupart d'entre elles les ont reçu gratuitement et font du profit avec, en les revendant et en les facturant au consommateur ! Tout le reste est à l'avenant. Touche pas au grisbi, telle est la consigne.

Ce soi-disant accord sue l'impuissance par tous les pores. Rester au-dessous de 2°C, cela ne se décrète pas. Pour peu que ce soit encore possible, il y a des conditions drastiques à remplir. Elles impliquent en définitive de consommer moins d'énergie, donc de transformer et de transporter moins de matière. Il faut produire moins pour la demande solvable et satisfaire en même temps les besoins humains, notamment dans les pays pauvres. Comment

faire ? C'est la question clé. Elle n'est pas si difficile à résoudre. On pourrait supprimer la production d'armes, abolir les dépenses de publicité, renoncer à quantité de fabrications, d'activités et de transports inutiles. Mais cela irait à l'encontre du productivisme capitaliste, de la course au profit qui nécessite la croissance. Sacrilège ! Tabou ! Résultat des courses ? Alors que les émissions mondiales doivent diminuer de 80% au moins d'ici 2050, alors que les pays développés sont responsables de plus de 70% du réchauffement, la seule mesure concrète épinglée dans l'accord est l'arrêt de la déforestation... qui ne concerne que le Sud et représente 17% des émissions. Avancée écologique ? Que nenni ! "Protéger" les forêts tropicales (en chassant les populations qui y vivent !) est pour les pollueurs le moyen le moins cher d'acheter le droit de continuer à produire (des armes, de la publicité, etc) et à polluer... donc de continuer à détruire les forêts par le réchauffement. C'est ainsi que la loi du profit pourrait tout ce qu'elle touche et transformer tout en son contraire.

## **Prise de conscience**

Heureusement, face à la déroute au sommet, Copenhague est une magnifique victoire à la base. La manifestation internationale du samedi 12 décembre a rassemblé quelque 100.000 personnes. Face à l'incapacité totale des gouvernements, face aux lobbies économiques qui empêchent de prendre les mesures pour stabiliser le climat dans la justice sociale, de plus en plus d'habitants de la planète comprennent que les catastrophes annoncées par les spécialistes ne pourront être évitées qu'en changeant radicalement de politique.

Copenhague symbolise cette prise de conscience. Elle s'exprime par la participation d'acteurs sociaux qui, il y a peu encore, se tenaient à l'écart des questions écologiques, voire les envisageaient avec méfiance : organisations de femmes, mouvements paysans, syndicats, associations de soli-

darité Nord-Sud, mouvement de la paix, groupements altermondialistes, etc. Un rôle clé est joué par les peuples indigènes qui, en luttant contre la destruction des forêts (dans un rapport de forces digne de David affrontant Goliath !), symbolisent à la fois la résistance à la dictature du profit et la possibilité d'une autre relation entre l'humanité et la nature. Or, ces forces ont en commun de miser davantage sur l'action collective que sur le lobbying, cher aux grandes associations environnementales. Leur entrée en scène déplace radicalement le centre de gravité. Désormais, la lutte pour un traité international écologiquement efficace et socialement juste se jouera dans la rue - plus dans les couloirs des sommets - et ce sera une bataille sociale - plus un débat entre experts.

Tandis que le sommet officiel accouchait d'un chiffon de papier, la mobilisation sociale et le sommet alternatif ont jeté les bases politiques de l'action à mener à la base dans les prochains mois: "Change the system, not the climate", "Planet not profit", "bla bla bla Act Now", "Nature doesn't compromise", "Change the Politics, not the climate", "There is no PLANet B". En dépit de ses limites (concernant le rôle des Nations Unies, notamment) la déclaration du Klimaforum09 est un bon document, qui rejette le marché du carbone, le néocolonialisme climatique et la compensation ("offsetting") des émissions par des plantations d'arbres, ou d'autres techniques bidon.

De plus en plus de gens le comprennent: la dégradation du climat n'est pas le fait de "l'activité humaine" en général mais bien d'un mode de production et de consommation insoutenable. Et ils en tirent la conclusion logique: le sauvetage du climat ne saurait découler seulement d'une modification des comportements individuels, il requiert au contraire des changements structurels profonds. Il s'agit de mettre en accusation la course au profit, car celle-ci entraîne fatalement la croissance exponentielle de la production, du gaspillage et du transport de matière, donc des émissions.

### Le roi est nu

Catastrophe, l'échec du sommet ? Excellente nouvelle au contraire. Excellente nouvelle car il est temps que s'arrête ce chantage qui impose que, en échange de moins d'émissions, il faudrait plus de néolibéralisme, plus de marché. Excellente nouvelle car le traité que les gouverne-

ments pourraient conclure aujourd'hui serait écologiquement insuffisant, socialement criminel et technologiquement dangereux: il impliquerait une hausse de température entre 3,2 et 4,9°C, une montée du niveau des océans de 60cm à 2,9 mètres (au moins), et une fuite en avant dans des technologies d'apprenti-sorcier (nucléaire, agrocarburants, OGM et "charbon propre" avec stockage géologique de milliards de tonnes de CO2). Des centaines de millions de pauvres en seraient les principales victimes.

Excellente nouvelle car cet échec dissipe l'illusion que la "société civile mondiale" pourrait, par "la bonne gouvernance", en associant tous les "stakeholders", trouver un consensus climatique entre des intérêts sociaux antagoniques. Il est grand temps de voir qu'il n'y a, pour sortir des combustibles fossiles, que deux logiques totalement opposées: celle d'une transition pilotée à l'aveugle par le profit et la concurrence, qui nous mène droit dans le mur; et celle d'une transition planifiée consciemment et démocratiquement en fonction des besoins sociaux et écologiques, indépendamment des coûts, donc en recourant au secteur public et en partageant les richesses. Cette voie alternative est la seule qui permette d'éviter la catastrophe.

Le roi est nu. Le système est incapable de répondre au gigantesque problème qu'il a créé autrement qu'en infligeant des dégâts irréparables à l'humanité et à la nature. Pour l'éviter,

l'heure est à la mobilisation la plus large. Nous sommes toutes et tous concerné(e)s. Le réchauffement de la planète est bien plus qu'une question "environnementale": une énorme menace sociale, économique, humaine et écologique, qui nécessite objectivement une alternative écosocialiste.

Le fond de l'affaire: le capitalisme, en tant que système, a dépassé ses limites. Sa capacité de destruction sociale et écologique l'emporte clairement sur son potentiel de progrès. Puisse ce constat aider à faire converger les combats en faveur d'une autre société. Les manifestants de Copenhague



ont ouvert la voie. Ils nous invitent à les rejoindre dans l'action: "Act now. Planet, not profit. Nature doesn't compromise". ■

[www.climatejusticesociale.be](http://www.climatejusticesociale.be)

# Chávez "Le socialisme est la voie du salut de la planète"

❖ *Extraits du discours prononcé par Hugo Chávez Frias, président de la République bolivarienne du Venezuela, au Sommet des Nations unies sur le changement climatique, à Copenhague, le 16 décembre 2009.*

On pourrait dire qu'un spectre hante Copenhague, pour paraphraser Karl Marx, le grand Karl Marx. Un spectre hante les rues de Copenhague et je crois qu'il hante cette salle en silence, il est là, parmi nous, il se glisse dans les couloirs, monte, descend. Ce spectre est un spectre qui épouvante tellement que presque personne n'ose même le nommer. Ce spectre, c'est le capitalisme ! (Applaudissements) Presque personne n'ose le nommer, mais il s'appelle capitalisme, et les peuples grondent dehors, entendez-les!

## Un spectre hante Copenhague: le capitalisme

Je lisais certains des slogans que les jeunes scandaient dans les rues et je crois en avoir entendu de nouveau quelques-uns quand ces deux jeunes gens ont fait irruption ici. J'en cite un : "Ne changez pas le climat, changez le système." Je le reprends à notre compte : Ne changeons pas le climat, changeons de système, et c'est ainsi que nous pourrions commencer à sauver la planète. Le capitalisme, ce modèle de développement destructeur, est en train d'en finir avec la vie, il menace de détruire définitivement l'espèce humaine.

Monsieur le Président, le changement climatique est sans aucun doute le problème environnemental le plus dévastateur de ce siècle: inondations, sécheresses, tempêtes sévères, ouragans, dégel, montée du niveau moyen de la mer, acidification des océans, vagues de chaleur... Tous ceci aggrave l'impact des crises mondiales qui s'abattent sur nous.

L'activité humaine actuelle dépasse le seuil du développement durable et met en danger la vie sur la planète. Mais nous sommes là aussi profondément inégaux. Les 500 millions de personnes les plus riches, soit 7%, sept pour cent, seven, de la population mondiale, ces 7% sont responsables de 50% des émissions polluantes, alors que la moitié la plus pauvre de la population de la planète – la moitié, 50% – n'émet que 7% des gaz polluants. Voilà pourquoi je m'étonne : il me paraît bizarre de solliciter ici la Chine et les Etats-Unis dans les mêmes termes.

En outre, Monsieur le Président, 60% des écosystèmes de la planète sont endommagés, et 20% de l'écorce terrestre est dégradée. Nous avons été les témoins impassibles de la déforestation, de la conversion de terres, de la désertification, des altérations des systèmes d'eau douce, de la surexploitation des ressources marines, de la contamination et de la perte de la diversité biologique. La surexploitation de la terre dépasse de 30% sa capacité de régénération. La planète perd sa capacité d'autorégulation, elle est en train de la perdre. Nous produisons chaque jour bien plus de déchets que nous ne sommes capables d'en traiter. La survie de notre espèce est une question qui hante la conscience de l'humanité.

Malgré l'urgence, deux années de négociations se sont écoulées pour élaborer une seconde série d'engagements sous le Protocole de Kyoto, et nous participons à cette réunion sans être parvenus à un accord réel et significatif. Le conservatisme politique et l'égoïsme des grands consommateurs, des pays les plus riches, révèlent un manque de sensibilité et de solidarité flagrant envers les plus pauvres, les affamés, les plus vulnérables aux maladies et aux désastres naturels.

Les pays développés devraient contracter des engagements contraignants, clairs et



concrets de réduction de leurs émissions, et assumer des obligations d'assistance financière et technologique aux pays pauvres, pour faire face aux dangers destructeurs du changement climatique. A cet égard, la situation particulière des Etats insulaires et des pays les moins développés devrait être pleinement reconnue.

## Le monde continue sa marche destructrice

Le changement climatique n'est pas le seul problème qui frappe aujourd'hui l'humanité. D'autres fléaux et d'autres injustices nous guettent. Le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres n'a cessé de se creuser en dépit de tous les Objectifs du millénaire, du Sommet de Monterrey sur le financement, de tous ces sommets, comme le faisait remarquer ici le président du Sénégal, qui dénonçait une grande vérité: les promesses, tant de promesses non tenues, alors que le monde continue sa marche destructrice.

Le revenu total des 500 individus les plus riches du monde est supérieur au revenu des 416 millions de personnes les plus pauvres. Les 2,8 milliards de personnes qui vivent dans la pauvreté, avec moins de deux dollars par jour et qui représentent 40% de la population mondiale – je dis bien 40% de la population de la planète! – se partagent seulement 5% du revenu mondial.

Aujourd'hui, environ 9,2 millions d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans, et 99,9%

de ces décès ont lieu dans les pays les plus pauvres. La mortalité infantile est de 47 décès pour 1000 naissances vivantes, mais elle est de 5 décès seulement dans les pays riches. L'espérance de vie sur la planète est de 67 ans, mais de 79 ans dans les pays riches et de 40 ans seulement dans certains pays pauvres. En outre, il existe 1,1 milliard d'habitants privés d'accès à l'eau potable, 2,6 milliards sans services sanitaires et plus de 1,02 milliard de personnes affamées. Tel est le tableau actuel du monde.

Mais, et la cause? Quelle en est la cause? Parlons-en un peu, ne nous dégageons pas de nos responsabilités, n'éludons pas la profondeur du problème. La cause, sans l'ombre d'un doute — je reviens sur cette question — de tout cette situation désastreuse, c'est le système métabolique destructeur du capital et son modèle incarné: le capitalisme.

### Pas de loi, pas de norme leur permet de continuer d'exploiter

Voici ce que dit Leonardo Boff sur cette question: "Qu'elle est la cause? Eh bien, la cause c'est le rêve de vouloir chercher le bonheur à travers l'accumulation matérielle et du progrès sans fin, en recourant à la science et à la technique, avec lesquelles on peut exploiter de manière illimitée toutes les ressources de la Terre". Et il cite quelque part Charles Darwin et sa théorie de la sélection naturelle, la survie des plus forts, mais nous savons que les plus forts survivent sur les cendres des plus faibles.

Jean-Jacques Rousseau — il est bon de s'en souvenir — signalait quant à lui: "Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime". C'est pourquoi l'empire parle de liberté: la liberté d'opprimer, d'envahir, d'assassiner, d'anéantir, d'exploiter, voilà sa liberté. Et Rousseau ajoute la phrase libératrice: "Seule la loi libère". Certains pays s'amuse à empêcher qu'un document soit adopté à cette rencontre. Pourquoi? Parce que, précisément, ils ne veulent pas de loi, ils ne veulent pas de norme, car le fait qu'il n'y ait pas de norme leur permet d'exercer leur liberté d'exploiter, leur liberté destructrice.

M. le Président, Mesdames et Messieurs, depuis le Venezuela nous demandons jusqu'à quand allons-nous permettre de telles injustices et de telles inégalités? Jusqu'à quand allons-nous tolérer l'actuel ordre économique international et les mécanismes de marché en vigueur?

Que cessent les agressions et les guerres! C'est que nous, les peuples du monde,

demandons aux empires, à ceux qui prétendent continuer de dominer le monde et à nous exploiter. Nous ne voulons plus de bases militaires impériales ni de coups d'Etat! Construisons un ordre économique et social plus juste et équitable. Eradiquons la pauvreté. Stoppons immédiatement les niveaux élevés d'émission de gaz, freinons la dégradation environnementale et évitons la grande catastrophe du changement climatique. Adhérons au noble objectif d'être tous plus libres et solidaires!

### Le socialisme, cet autre spectre

Depuis le Venezuela bolivarien dont la révolution tente de conquérir la justice pour tout son peuple, uniquement possible à travers la voie du socialisme... Le socialisme, cet autre spectre dont parlait Karl Marx, se promène aussi par là-bas; mais il s'agit plutôt d'un "contre-spectre". Le socialisme est la voie à suivre, c'est la seule voie qui permettra de sauver la planète, je n'ai pas l'ombre d'un doute là-dessus. Et le capitalisme est le chemin de l'enfer, le chemin qui mènera à la destruction du monde.

Le socialisme, depuis ce même Venezuela qui, pour cette même raison, est en butte aux menaces de l'empire nord-américain, depuis les pays qui forment l'ALBA, l'Alliance bolivarienne, nous lançons notre exhortation. J'aimerais, avec tout le respect que je vous dois et du plus profond de mon âme, au nom de beaucoup sur cette planète, exhorter les gouvernements et les peuples de la Terre, en paraphrasant Simon Bolivar, le Libertador: "Si la nature destructrice du

capitalisme s'oppose, alors luttons contre elle et forçons-la à nous obéir. N'attendons pas le bras croisés la mort de l'humanité."

L'histoire nous appelle à l'union et à la lutte. Si le capitalisme s'oppose, nous sommes dans l'obligation de livrer la bataille contre le capitalisme et d'ouvrir les voies du salut de l'espèce humaine. ■



en bas: Evo Morales et Hugo Chávez, en haut: manifestante dans la rue à Copenhague

# Copenhague: Carnet de voyage

✦ par Sandra Invernizzi

**Vendredi 11h du matin**, gare du midi, c'est l'effervescence. Des anglais cherchent des anglaises, une coordinatrice des amis de la terre France essaie de rassembler ses 400 militants tout droit descendus du Thalys, Oxfam croise le WWF, tandis que CSC et FGTB se lancent déjà des vannes rouges, vertes, bleues. Ajoutez à cela 60 militants, libres de toute attache qui ont payés de leur poche pour aller manifester à Copenhague, la LCR dont les drapeaux "rouge et jaune" servent de repère dans la foule, les journalistes radio et télé qui interviewent à tout va et Climat et Justice Sociale qui essaie de gérer ce flux et de l'amener à monter dans le train qui part dans 20 minutes : voilà l'ambiance du départ du train pour Copenhague.

Dans le train tout le monde s'installe et les conversations commencent. En cuisine se mêlent les odeurs du four et les débats de la radio. La première émission commence gentiment avec une conversation amicale et consensuelle entre Brigitte Gloire d'Oxfam solidarité, Nicolas Nuffel du CNCd et moi-même pour Climat et Justice Sociale. Tous trois sommes d'accord pour refuser un quelconque accord climatique dont les pauvres du sud ou du nord pourraient faire les frais. Ensuite plusieurs sujets sont abordés, à la radio et en dehors: 12 heures de train c'est long, c'est lent et c'est plein de potentiel. Fini d'être pressés et de dire n'importe quoi pour avoir la main; cette fois on prend le temps de réfléchir, de parler et d'écouter la réalité des autres. Entre syndicalistes, ONG du Sud ou du Nord, partis de gauche radicale, environnementalistes militants et individus conscients de l'urgence, on trouve plus de points communs que de divergences, et surtout un refus commun de la loi du profit qui ruine notre environnement et notre vie de tous les jours.

**19h**, alors que ça s'agite en cuisine pour préparer les 600 repas bio-locaux-slow food, il n'y a pas que les fourneaux qui

chauffent. Au micro de la radio, face à Sarah Turine, la toute nouvelle secrétaire fédérale d'Ecolo qui s'empêtré dans un non-sens, affirmant qu'il faut de la radicalité dans la pensée mais la capacité à passer des compromis dans l'exercice du pouvoir, le camarade Daniel Tanuro est sans appel: "On ne peut pas à la fois contester le système et participer à sa gestion".

**Samedi 10h du matin.** Après une nuit spartiate (3h de sommeil sur le sol d'un gymnase), grand rassemblement à la pré-manifestation appelée par les amis de la terre. Nous rejoignons nos copains du NPA et commençons à scander ensemble. Nous rejoignons le coeur de la manif prévue à 13h. Sur place des milliers de personnes chantent, crient, dansent et débattent dans toutes les langues. Et les manifestants continuent à affluer de partout, sans arrêt, à tel point qu'à 14h, transis de froids, nous nous demandons si la manif démarrera jamais.

Autour de nous, aucun panneau disant "nous voulons un bon traité", aucun slogan écologique pour le bien-être des ours polaires; au lieu de cela: "Stop the profit! Climate justice now", "Nature doesn't compromise", pendant que des dizaines de faux bourgeois vantent le green washing et les merveilles du capitalisme vert. Les Tibétains passent sobriement avec des panneaux indiquant que la dégradation de leur pays à cause du réchauffement est un processus déjà entamé.

Plus de doute possible, les 100.000 personnes qui sont là ont bien compris ce qu'il en est et ce qu'ils sont venus réclamer, ce n'est pas une réforme de kyoto mais une toute autre politique. Et vu la détermination, on commence à sentir que cette autre politique elle est déjà en route, là, dans

la rue, autour de nous, et qu'elle ne se fera pas en demandant poliment aux puissants de nous écouter.

La police aussi est au rendez-vous. Des centaines de robocops, organisés en peloton bloquent, comme un seul homme, les rues qui ne sont pas prévues dans la parcours de la manifestation.

**Dimanche**, c'est déjà l'heure de rentrer. Dans le train du retour, l'appel est lancé pour aller plus loin: Climat et Justice Sociale donne rendez vous pour agrandir le mouvement et continuer la lutte pour une politique socialement juste et climatiquement viable.

Afin de bien conclure le week-end, un dernier petit débat sur radioxfam.org dans lequel la camarade Céline Caudron réexplique calmement à la représentante Ecolo Sarah Turine qu'il ne suffit pas de constater que le logement représente une des principales sources d'émission de CO2. Au delà du constat il faut envisager une politique publique d'isolation des logements et prioritairement des foyers de ménages à bas revenus, sans se préoccuper de la demande solvable.

Une approche publique, démocratique et cohérente du changement climatique sera la seule façon de résoudre et la crise climatique et la crise sociale. Sans cela et sans des mobilisations massives, le capitalisme vert sera notre période de transition vers une société environnementalement intenable et socialement dramatique. ■



# L'UNT veut se positionner comme une centrale syndicale indépendante

**Le 5 décembre dernier, plus de 800 travailleurs provenant de différents secteurs et régions du Venezuela se sont réunis à Caracas pour participer au premier Congrès extraordinaire de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT). L'objectif: mettre sur pied une véritable centrale syndicale indépendante capable de peser sur l'orientation du processus bolivarien, dont beaucoup considèrent aujourd'hui qu'il traverse son époque la plus critique.**

✦ par Sébastien Brulez (de Caracas)

C'était en quelque sorte le congrès de la dernière chance. Plus de six ans après sa création, l'UNT reste jusqu'à présent une centrale qui existe surtout dans les esprits mais de manière très floue dans la réalité. Revendiquant près d'un million de membres, elle est cependant peu présente sur la scène nationale et ses divisions l'avaient jusque là empêchée de mener à bien tout processus d'élections internes. "Ce fut d'une certaine manière un congrès miraculeux", commentait l'un de ses membres quelques jours après la réunion de Caracas.

L'esprit et le discours étaient en tout cas à l'unité et au travail en commun, un peu comme si la gravité de la situation appelait à réagir et vite. "Ce congrès se réalise à un moment crucial pour notre pays et pour l'ensemble du continent", affirmait l'un des documents discutés par l'assemblée. Cependant les travailleurs connaissent leurs faiblesses: "La classe ouvrière se présente affaiblie face à la conjoncture;

elle n'est pas unie en tant que classe pour affronter les batailles à venir. Elle n'a pas réussi à optimiser sa conscience de classe et l'idéologie dominante maintient le contrôle sur la conscience ouvrière et populaire, répandant son discours de 'validité perpétuelle' de l'ordre établi".

Dans la pratique, le congrès s'est fixé un nouveau rendez-vous le 20 février 2010. L'assemblée a, entre autres, élu une équipe de travail provisoire qui sera active jusqu'au 15 juin au plus tard. Cette équipe est actuellement chargée de la restructuration interne de la centrale et de la préparation de la seconde rencontre nationale qui abordera deux points fondamentaux: mettre sur pied le processus électoral interne et réformer les statuts. En effet, une commission électorale a également été désignée par l'assemblée afin de préparer les élections qui devront se tenir dans les prochains mois, avec le 15 juin comme date butoir.

**"Soit la révolution bolivarienne devient une référence historique, soit elle succombera et deviendra une caricature de révolution"**

Évidemment, une telle initiative indépendante et ouvertement anti-bureaucrate ne se fera pas que des amis au sein du gouvernement bolivarien. Les médias officiels ont d'ailleurs très peu relayé l'information dans les jours suivants. Mais les travailleurs en étaient conscients bien avant la

rencontre: "Bien entendu nous recevrons des critiques, nous nous exposerons à nos ennemis traditionnels que sont l'impérialisme et l'oligarchie mais les ennemis internes nous attaqueront aussi, la bureaucratie et la technocratie qui profitent de leurs postes dans le gouvernement et qui causent tant de mal au processus révolutionnaire. De leur part, nous n'espérons que du mépris et des coups-bas".

Mais les critiques doivent aussi se faire en interne, l'UNT a perdu un temps précieux ces dernières années entre divisions et laisser-aller. Un travail de formation idéologique profond devient urgent, aussi bien dans les entreprises privées que dans le secteur public. Dans ce dernier, la bataille de la production est loin d'être gagnée. Bien souvent, les usines "nationalisées" (rachetées par l'État à des prix plus que satisfaisants pour les capitalistes) connaissent une importante baisse de la production, parfois due à l'inefficacité de la gestion, parfois au manque de clarté politique des travailleurs. Dans certains cas, "les travailleurs se la coulent douce, ils prennent de faux congés maladie, ils pensent que l'État va tout résoudre", commentait récemment une source impliquée dans le secteur syndical.

Finalement, l'assemblée de l'UNT s'est prononcée en faveur d'une centrale lutte de classe, qui rompt avec les pratiques syndicales clientélistes habituelles, et totalement indépendante tant de l'État que du parti majoritaire, le PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela). Quoi qu'il en soit, 2010 sera plus que jamais une année clé pour le processus bolivarien et les militants de l'UNT ne pourraient être plus clairs sur ce point: "La situation est aujourd'hui entre nos mains, soit la révolution bolivarienne devient une référence historique, soit elle succombera et deviendra une caricature de révolution". ■



# Le racisme se déchaîne à Rosarno avec la bénédiction du gouvernement

**Berlusconi a donné libre cours à la Lega Nord et à la xénophobie.**

✦ par Freddy De Pauw

La petite ville de Rosarno en Calabre est devenue le symbole de la montée du racisme en Italie. L'Italie serait-elle raciste? C'est l'impression qu'elle donne depuis peu au monde extérieur, même si les attentats, rafles et meurtres racistes y étaient déjà monnaie courante depuis quelques années. Le fait qu'un parti xénophobe, la Lega Nord, ait reçu des portefeuilles-clés sous Silvio Berlusconi, avait à peine retenu l'attention du reste de l'Europe. Un parti frère du Vlaams Belang qui fournit le ministre de l'Intérieur d'un grand Etat membre de l'UE, ce n'est pourtant pas rien. Rosarno en est le fruit amer.

Rosarno se trouve dans la Piana di Gioia Tauro, une région où la 'Ndrangheta (terme qui englobe les clans mafieux de Calabre) est très puissante. Ces clans recrutent des travailleurs africains depuis près de 20 ans. Celui qui travaille 12 à 14 heures par jour peut gagner jusqu'à 20 € dont il faut retirer 5 € de 'pizzo' (la fameuse "taxe de protection" de la mafia) pour le recruteur, l'homme qui vient le matin chercher la main d'œuvre pour la journée. Certains de ces travailleurs saisonniers ont des papiers, la plupart n'en ont pas. Mais même les travailleurs avec papiers ont été chassés de Rosarno. Et avec ou sans papiers, tous ont dû décamper sans leur paye de plusieurs journées de travail et en laissant derrière eux leurs maigres possessions comme un vieux vélo, une petite valise avec quelques vêtements, une paire de chaussures.

Ils viennent de toutes les régions d'Afrique, après avoir payé des trafiquants d'êtres humains, pour travailler dans des conditions qu'ils n'osent pas raconter aux leurs restés au pays. Ils cueillent le raisin en septembre en Sicile, les olives en novembre dans les Pouilles (Bari) d'où les trafiquants les expédient en Calabre pour atterrir en été dans les serres et les jardins de Campanie (Naples). Dans la Piana di Gioia Tauro tous les vergers appartiennent aux 'ndrine', les clans mafieux; y travailler revient automatiquement à travailler pour un groupe mafieux.

La mafia était-elle aussi derrière les violences contre les immigrés et leur mouvement de protestation? Les premiers coups de feu tirés sur eux l'auraient été par des jeunes issus de la mafia. Mais presque tout le monde a une arme à feu dans cette région. On est vite enclin à y voir la main de la mafia, mais quel intérêt les chefs mafieux y auraient-ils? Pour donner une bonne leçon aux immigrés après qu'ils sont descendus en masse dans les rues pour protester, y compris contre leur exploitation? L'intérêt des chefs mafieux est de pouvoir continuer à exploiter les immigrés, et donc qu'ils restent. Le problème est plus profond, l'explosion à Rosarno survient après une période de tensions racistes qui ont agité l'Italie du Nord au Sud.

## Banalisation

Depuis près de vingt ans dans la clandestinité! Toutes les autorités le savent bien mais ne font rien contre ces formes extrêmes d'exploitation et violations des droits humains élémentaires – comme le droit aux soins de santé et à une hygiène minimale. Les conditions de vie inhumaines signifient encore plus de profits pour les entrepreneurs



mafieux ou protégés par la mafia. Presque personne ne se soucie du sort des travailleurs surexploités à part quelques syndicalistes et organisations liées à l'Eglise.

Mais les dernières années ont vu une banalisation du racisme en Italie. C'est devenu particulièrement grave au début du siècle quand la Lega Nord a organisé des marches dans ses bastions du Nord contre la construction de mosquées, contre les immigrés des Balkans (Roumains, Albanais), contre les Tsiganes. La Lega Nord était, dès sa fondation dans les années quatre-vingt, un parti inspiré par le racisme; au début elle s'en prenait surtout aux "terrori", les "immigrés" du Mezzogiorno, le sud de l'Italie. Ils appelaient à ne pas engager de terrori et à les licencier en priorité lors des suppressions d'emplois. Ils ont joint le geste à la parole dans les villes et communes où ils avaient leur mot à dire.

## La Lega Nord

La Lega Nord a évolué de la droite à l'extrême droite. Elle a fait appel à de pseudo-scientifiques pour prouver que les Italiens du Nord avaient un patrimoine génétique celtique, différent de ceux du reste du pays. Dans les années nonante, elle a substitué le Vlaams Blok à la Volksunie comme partenaire flamand.



Lors des élections de 2001, les partenaires de l'UE se sont inquiétés de la possibilité de voir la Lega Nord rejoindre le gouvernement de Berlusconi. "Il n'en est pas question", dit Berlusconi aux ambassadeurs des pays de l'UE manifestement soucieux. Mais quelques semaines plus tard, la Lega Nord recevait même le ministère de la Justice. Berlusconi a formé un axe avec son leader Umberto Bossi au grand dam de Gianfranco Fini, le leader de l'Alliance Nationale, héritière du MSI néofasciste.

On assiste depuis lors à une recombinaison remarquable au sein de la droite. La Lega Nord et Forza Italia de Berlusconi ont viré tellement à droite que les héritiers du fascisme sont devenus les modérés de la droite! Cela s'est encore fortement exprimé au sein du troisième gouvernement Berlusconi – au pouvoir depuis deux ans. C'est Fini qui s'y est dressé contre les mesures ouvertement racistes du ministre de l'Intérieur Roberto Maroni, le numéro 2 de la Lega Nord.

Ce troisième gouvernement Berlusconi (les précédents: 1994 et 2001-2006) porte plus que les précédents la marque de la Lega Nord. "C'est comme si la Lega avait eu 40% des voix et le PDL seulement 15%, a grommelé Fini. PDL signifie "Popolo della Libertà", le parti issu de la fusion de Forza Italia et de l'Alliance Nationale. Le PDL a eu 40%, la Lega 10%, mais les rapports politiques sont tout autres.

La Lega Nord a fait adopter des lois que l'UE et l'ONU ont stigmatisées comme autant d'atteintes aux droits de l'homme. Cela vaut pour la loi qui fait de l'entrée illégale sur le territoire un délit passible de peines de prison et d'amendes. A une proposition d'accorder la nationalité italienne après cinq ans de séjour légal (dix ans actuellement), le gouvernement a répondu par une mesure visant à limiter à 30% le nombre d'"élèves étrangers" dans les classes.

Cette politique gouvernementale a exacerbé toutes les formes de racisme. Le gouvernement dépeint les immigrés comme une cause d'insécurité et autorise les patrouilles des "rondes citoyennes". Chaque délit qui implique un immigré ou un Tsigane prend des proportions démesurées pour susciter un climat d'angoisse. Les politiciens locaux de la Lega Nord multiplient les provocations qui font l'amalgame entre immigration et criminalité.

Lorsqu'un ministre (Maroni) trouve que les immigrés clandestins n'ont pas droit

aux soins médicaux de base et propose de mettre des canons sur la côte pour repousser les embarcations des illégaux, les groupes racistes se sentent autorisés à attaquer les camps tsiganes comme ce fut le cas à plusieurs reprises l'année passée. La presse de droite utilise des termes ouvertement racistes – comme "Bingo-Bongo" pour désigner un Africain noir. Le nombre de meurtres racistes augmente; c'est angoissant de voir la chape d'indifférence qui les couvre. Ce racisme militant est même devenu banal. L'été dernier le journal La Repubblica a publié des photos de touristes à Naples qui flânaient tranquillement devant les corps de deux fillettes tsiganes noyées. C'est aussi très inquiétant de voir le soutien que la Lega Nord obtient dans ses bastions parmi les ouvriers et les employés avec son programme raciste.

### Résistance

Ce racisme officiel suscite de la résistance. Si l'Eglise pouvait compter sur Berlusconi et la droite sur les questions éthiques (contrat de vie commune, recherche sur les cellules souches, limitation du droit à l'avortement...), le Pape Ratzinger a tancé la politique xénophobe après la tragédie de Rosarno. "Les immigrés ont droit au respect, aux mêmes droits que les autres. Halte à la violence", dit le message de Benoît XVI. Tandis qu'il disait ça, les pompiers étaient déjà en train de démonter les campements des travailleurs en fuite. Il y a eu aussi la réplique de Fini qui est membre de la coalition de droite. Mais Fini, donc l'héritier du néofascisme, plaide depuis un petit temps déjà pour le droit de vote aux immigrés extra-européens qui résident légalement depuis un certain temps dans le pays. Il se met ainsi clairement en porte-à-faux par rapport à la Lega Nord.

L'opposition du centre-g a u c h e – il s'agit

surtout du Parti démocrate (PD) issu de l'ancien Parti communiste (PCI), et de la Démocratie chrétienne – proteste mais n'organise aucune action. Les condamnations les plus sévères viennent en fait des milieux catholiques non politiques. On peut lire l'une des critiques les plus incisives de la politique d'immigration et de sécurité dans 'L'avvenire', l'organe de la Conférence épiscopale italienne (CEI).

Mais personne ne peut contourner le fait que l'exploitation à grande échelle des immigrés – légaux et clandestins – dure depuis vingt ans (et même plus dans certains cas) et qu'aucune autorité ou organisation ne s'y est attaquée. La tragédie de Rosarno est le résultat d'années de cécité consciente face à ces formes pourtant extrêmes d'exploitation. Une exploitation par des entrepreneurs qui sont non seulement des capitalistes, mais aussi des mafieux dans ce cas-ci. ■

révolte à Rosarno, Bossi/Berlusconi/Fini – photomontage: Little Shiva





# Blackwater: Les assassins sont libres

**Les cinq "employés" de la compagnie Blackwater qui avaient été accusés d'avoir tué 14 civils irakiens sans armes en 2007 ont été relaxés par le juge fédéral, Ricardo Urbina...pour vice de procédure !**

❖ par Jan Willems

Blackwater est une de ces nombreuses entreprises qui offrent des "services de sécurité" comme Executive Outcome, Dyncorp ou Halliburton (dont l'ancien président n'est autre que Dick Cheney, ancien vice-président de George W. Bush).

des puissances impérialistes, principalement américaines et anglaises. Face à ces pertes et à l'impopularité croissante de sa sale guerre pour le pétrole, le président Bush et son gouvernement ont décidé de déléguer certaines tâches militaires à des multinationales de la sécurité. Obama n'y a évidemment rien changé. Il faut dire que le directeur de campagne d'Hillary Clinton, l'actuelle secrétaire d'Etat (ministre des affaires étrangères aux Etats-Unis) d'Obama travaille... pour Blackwater.

La garde des puits de pétrole irakiens et le transport du pétrole pillé par les firmes américaines, la logistique pour l'armée, le déplacement d'officiels américains ou la formation au "renseignement" (donc à la torture) sont maintenant confiés à des mercenaires employés par ces multinationales.

à mentionner la mort d'un Pakistanais, d'un Sud-africain ou même d'un mercenaire américain.

## Des mercenaires pour une sale guerre

Moins surveillés, ces mercenaires ne prennent pas beaucoup de précautions à l'égard des civils irakiens pour assurer leurs missions. Il faut dire que les forces d'occupation américaines ont imposé au gouvernement irakien que ces mercenaires ne puissent pas être poursuivis devant les tribunaux du nouvel Etat "souverain" irakien. Le 16 septembre 2007 lors d'un déplacement de diplomates américains, leur escorte de mercenaires croyant être prise dans une embuscade, tira à vue sur tous les passants irakiens, femmes et enfants, même ceux qui levaient les bras en l'air. Les mercenaires balancèrent même des grenades à l'intérieur d'une école de filles, blessant ainsi une écolière. Le carnage fit 17 morts: 15 civils et 2 membres des forces de l'ordre irakiennes!

Après ce carnage, le premier ministre irakien avait parlé d'expulser Blackwater du territoire irakien. Il n'en fut rien, la compagnie américaine continua ses opérations au cours de ces deux dernières années. Cela montre bien qui dirige vraiment l'Irak, ce n'est en tout cas pas le gouvernement fantoche actuel. Blackwater qui a engrangé plus d'un milliard de dollars grâce à ses juteux contrats en Irak a récemment changé son nom en "Xe Services", peut-être du fait des nombreuses exactions sur des civils commises par ses mercenaires en Irak, en Afghanistan et ailleurs.

Le juge fédéral a donc relaxé les cinq responsables directs du massacre du 16 septembre. Leurs patrons qui gèrent ces sociétés qui vendent la mort ne sont même pas inquiétés. En attendant plus de 100.000 personnes travaillent encore en Irak pour ces multinationales de mercenaires et la sale guerre impérialiste pour le pétrole continue de faire chaque jour des victimes innocentes. ■



Il s'agit en fait d'entreprises qui louent des mercenaires chargés des tâches que l'armée américaine ne veut plus remplir. En Irak, la résistance des divers groupes armés irakiens a provoqué la mort de milliers de soldats des troupes d'occupation

travail). Cette privatisation de l'armée permet à des multinationales capitalistes d'engranger des milliards de dollars et au gouvernement américain de cacher le véritable nombre de tués en Irak car les médias américains sont moins enclins

# IIRF: L'Institut International de Recherche et de Formation

◆ Interview avec *Emilie Tamadabo Atchaka*, présidente du *Cercle d'Auto-promotion pour le Développement Durable (Bénin)* et membre du *CADTM*, propos recueillis par *Marijke Colle*

C'est à la fin de l'École Altermondialiste organisée par la Quatrième Internationale à l'Institut de Recherche et de Formation à Amsterdam du 28 novembre au 19 décembre 2009, que cet entretien a été réalisé. L'Institut a été fondé par Ernest Mandel en 1982 pour accueillir et former des cadres, des militant.e.s et chercheurs.ses de la gauche révolutionnaire et anticapitaliste de partout dans le monde. Cette école, en regroupant des camarades de seize pays différents, dont une majorité non-Européens, a aussi été une école pratique d'internationalisme et d'apprentissage des expériences des autres.

**Emilie Tamadabo Atchaka :** Le Bénin est un petit pays de 8 millions d'habitants, situé en Afrique de l'Ouest, avec le Niger au Nord, le Togo à l'Ouest, le Nigéria à l'Est et au Sud, l'Océan Atlantique. Il y a beaucoup de verdure, des forêts, avec du bois d'acajou et du teck. On cultive le jam, les patates douces, le coton et le maïs. Les principaux produits pour l'exportation sont le bois d'acajou et le teck, produits de la déforestation, on exporte aussi du coton.

Le problème le plus important c'est l'augmentation de la pauvreté, la chute du niveau de vie à cause de la montée des prix pour l'alimentation. Il y a de moins en moins de nourriture dans le panier de la ménagère. Les salaires n'augmentent pas, mais le prix du maïs, aliment de base, du pétrole pour les lampes, de l'essence n'ont cessé d'augmenter.

J'ai commencé à militer en 1997. La raison? Mon conjoint était au chômage, il avait été licencié en tant que fon-

tionnaire du ministère de l'économie et des finances dans le cadre du plan d'ajustement structurel. Ma première fille est morte, elle était tombée malade, on n'avait pas de revenu pour l'amener à l'hôpital, on l'a regardée mourir. J'ai commencé à me poser des questions!

Une des mes amies m'a proposé alors de rentrer dans son association. Les femmes de cette association étaient parties du problème de l'alphabétisation en français. Alors elles nous ont dit, on va vous apprendre à mobiliser des fonds, du microcrédit. En 1999, j'ai obtenu mon premier crédit de 20.000 francs CFA, une somme énorme. On a appris à mobiliser de l'épargne pour monter des activités lucratives en tant que femmes, cela nous permet de soutenir et d'aider à l'éducation de nos enfants. D'autres femmes rurales ont vu notre expérience de microcrédit autogéré et en un an elles ont constitué l'union de la zone rurale.

## Microcrédit autogéré

On a transformé l'ancien système de la tontine où les femmes d'une même filiation s'entraident par l'épargne. On a une gestion rigoureuse de l'épargne de chaque adhérente et des décisions de donner un crédit à quelqu'un. Les femmes mettent aussi de l'argent à côté pour plus tard, car elles n'ont aucune retraite : avec cet argent, elles peuvent s'acheter une parcelle de terrain, y construire un logement et le louer. Ce loyer amortit l'argent prêté, et le logement est une garantie pour la vieillesse.

## Victimes de la politique néolibérale

On a été contacté par les gens du CADTM lors du forum des peuples au Mali en 1994. On en est venu à discuter de la situ-



ation politique au Bénin. Nous sommes les victimes de la politique néolibérale. Au CADTM, j'ai voulu en savoir plus, pourquoi n'y a-t-il eu aucun développement au Bénin depuis l'indépendance en 1960, pourquoi ne peut-on pas abolir cette dette? On a adhéré au CADTM en 1996, car il renforce nos capacités de réflexion et d'analyse, par la formation, on y apprend à présenter nous-mêmes des communications sur des problèmes, par exemple sur les violations des droits des femmes et l'influence de cela sur nos vies. Ces formations nous ont motivées pour faire une pétition au ministère de l'agriculture signée par 160 associations. On voulait que le ministère arrête de donner des subsides pour des produits alimentaires d'importation et qu'il utilise cet argent pour stimuler notre propre production de jam et de maïs.

## L'IIRF: une école politique

J'ai participé à l'école de formation à Amsterdam, parce que c'est une école politique. Aujourd'hui, à la fin de ces trois semaines, j'ai appris beaucoup de choses: concernant l'analyse du capitalisme, concernant le changement climatique. Car cette dernière question est ressentie directement chez nous, les dernières moissons de maïs par exemple ont été désastreuses. La première chose que je vais faire à mon retour, c'est de faire une restitution aux autres membres de notre association, de tout ce que j'ai appris ici. ■



# Il y a 50 ans:

## La fin du Congo belge et le début du néo-colonialisme

❖ par Jan Willems

*Suite aux révoltes qui éclatèrent en 1959 dans la colonie belge du Congo, la conférence, dite de "la Table Ronde", entre les grands partis belges et les tout nouveaux partis congolais débutait en janvier 1960 à Bruxelles. Cette conférence allait déboucher sur la promesse d'octroyer l'indépendance du Congo pour juin 1960 mais en coulisse le gouvernement et la bourgeoisie belge préparaient la poursuite du pillage des riches ressources congolaises.*

Pour comprendre les enjeux de cette conférence, il faut se replacer dans le contexte de l'effondrement du système colonial après 1945. Le choc de la Deuxième Guerre mondiale avait renforcé les contradictions des sociétés coloniales à travers le monde. La guerre avait généré des famines. Elle avait aussi transformé des millions d'hommes colonisés en soldats qui avaient été plongés dans les combats les plus meurtriers et qui ne voulaient plus être traités comme des esclaves. L'explosion anticolonialiste débuta directement à la fin de la guerre avec les révoltes dans l'empire français en Indochine (actuels Vietnam, Laos et Cambodge), à Sétif en Algérie, à Madagascar ainsi que dans l'empire britannique des Indes. Le retrait britannique de l'Inde, la défaite de l'armée française par les combattants anti-impérialistes indochinois en 1954 et le début de la guerre d'Algérie montraient aux grandes puissances impérialistes européennes qu'il serait de plus en plus difficile de garder les colonies comme telles.

Pourtant, le gouvernement belge ne voulait rien savoir. Les gouvernements belges comme la puissante Société Générale de Belgique, la plus grande multinationale belge qui contrôlait les ressources minières du Congo, ne voulait pas lâcher la poule aux œufs d'or. Les colons blancs ne voulaient pas renoncer à leurs privilèges face aux indigènes qu'ils traitaient comme des domestiques et qu'ils exploitaient dans des

conditions similaires à celle de l'Europe du 19<sup>ème</sup> siècle, voire du Moyen Âge.

### La Société Générale pille l'uranium

Les filiales des multinationales belges opérant au Congo étaient capables de générer du profit deux fois plus vite que les entreprises opérant en Belgique. La Société Générale et le gouvernement belge pillèrent l'uranium du Congo pour aider le développement de l'armement nucléaire américain et pour développer l'industrie nucléaire belge dans les années 1950 (Electrabel sera une filiale de la Société Générale).

Si la colonie rapportait beaucoup, elle n'avait pratiquement rien coûté aux dirigeants belges. Les infrastructures restaient très peu développées, hormis ce qui était nécessaire à la production et au transport des matières premières pillées par les entreprises belges. Elles avaient été construites par le travail forcé des peuples indigènes du Congo dont l'exploitation brutale de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle s'était traduite par des millions de victimes. Les systèmes, plus que rudimentaires, de santé et d'éducation des congolais étaient principalement organisés par des religieux. En 1959, il n'y avait que quelques dizaines de congolais qui avaient eu accès à l'enseignement supérieur. La modernisation de la colonie s'était donc limitée à ce qui était indispensable au pillage des ressources naturelles du Congo.

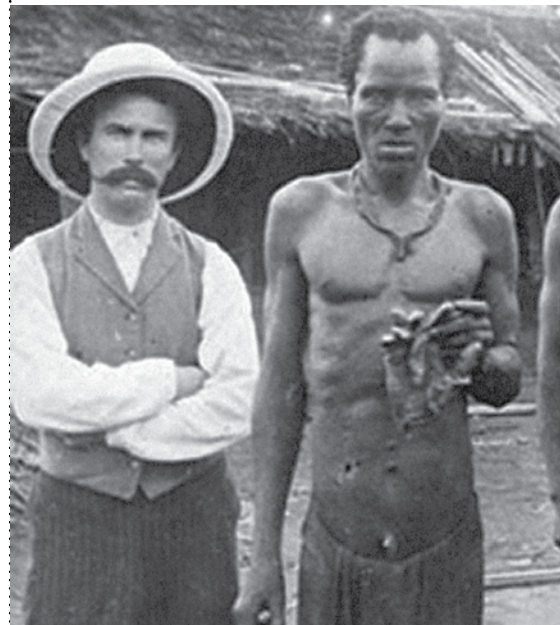
### Le Congo aux Congolais

Le gouvernement colonisateur belge avait tout fait pour limiter l'émergence d'une conscience politique au sein des masses congolaises. Pourtant, l'explosion eut lieu en 1959. Le gouvernement belge se rendit à l'évidence, les populations congolaises ne se laisseraient plus faire comme jadis alors que tant d'autres peuples luttèrent pour leur indépendance, y compris par la voie armée. En pleine guerre d'Algérie, le gouvernement belge ne pouvait que constater l'échec de l'armée française empêtrée dans ses guerres

coloniales sanglantes. Le Congo ne pouvait pas devenir une autre Algérie.

En janvier-février 1960, le gouvernement belge organisa alors une conférence, dite de "la Table Ronde", à laquelle il invita les grands partis belges (sauf le Parti communiste) et les partis congolais qui venaient de se former. Quelques mois auparavant, le gouvernement belge envisageait encore de garder pendant des dizaines d'années un contrôle belge au Congo sur les affaires étrangères, la défense, l'économie, les transports et communications, la monnaie. Mais face à l'opposition des congolais indépendantistes et la peur d'une révolte générale, il fut convenu de donner l'indépendance au Congo pour juin 1960 ! Les grands partis belges (chrétiens, libéraux et socialistes) prétendirent ainsi "remettre toutes les clés" du Congo aux Congolais.

Rien n'était plus faux. Le gouvernement belge, la Société Générale et les autres capitalistes belges ayant des intérêts au Congo continuèrent d'intervenir pour garder le contrôle des richesses minières congolaises. Ils décidèrent de créer une guerre civile qui allait déboucher sur la mise en place la dictature sanglante de Mobutu qui soumettra



le Congo aux puissances occidentales pendant plus de trente ans !

Après la conférence, dite de "la Table Ronde", le gouvernement belge continua de contrôler l'appareil d'Etat colonial. Malgré cela, les premières élections virent le succès de Patrice Lumumba, un ancien commis postier et petit employé d'une brasserie qui était devenu militant anticolonialiste. Lumumba voulait bâtir un Congo indépendant, moderne, capable de dépasser les clivages ethniques. Il devint alors le premier ministre du Congo indépendant au grand dam de la bourgeoisie belge qui ne le trouvait pas assez docile. La bourgeoisie belge le présenta comme communiste pro soviétique (ce qu'il n'était pas). Ainsi le grand journal catholique la Libre Belgique n'hésitait pas à la caricaturer avec des cornes de diable et à publier un éditorial qui regrettait que l'armée belge ne l'élimine pas simplement "d'un geste viril"!

### Une guerre de sécession pour casser Lumumba

Pour casser Lumumba, le gouvernement belge et la Société Générale organisèrent la guerre de sécession de la province du Katanga, la plus riche en ressources minières, dix jours seulement après la proclamation de l'indépendance. Le Congo fut alors plongé dans une sanglante guerre civile. Mais le gouvernement américain s'opposa à l'intervention directe belge car il craignait qu'une démarche aussi grossièrement colonialiste ne renforce le camp anti-impérialiste à travers toute l'Afrique. Le choix des services secrets américains et belges se porta alors sur le servile Mobutu et ils décidèrent d'assassiner Lumumba. Sous le couvert d'une intervention de l'ONU,

### Lumumba répond au roi Baudouin

Lors de la cérémonie de passation de pouvoir pour l'indépendance qui se déroula le 30 juin 1960 à Léopoldville (actuelle Kinshasa), le Roi Baudouin, paré de sa tenue d'apparat militaire coloniale blanche, présenta la version officielle de l'histoire du Congo belge:

*"L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie (sic) du roi Léopold II. Pendant 80 ans, la Belgique a envoyé sur votre sol les meilleurs de ses fils, d'abord pour délivrer le bassin du Congo de l'odieux trafic esclavagiste; ensuite pour rapprocher les unes des autres les ethnies, jadis ennemies. Lorsque Léopold II a entrepris la grande œuvre qui trouve aujourd'hui son couronnement, il ne s'est pas présenté à vous en conquérant mais en civilisateur. C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient maintenant de démontrer que nous avons eu raison de vous faire confiance".*

Cette vision mensongère et paternaliste niait les millions de morts provoqués par la brutale colonisation organisée par Léopold II à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Choqué par l'arrogance de Baudouin, Lumumba répondit quelques minutes plus tard par un discours improvisé qui allait le faire haïr par la bourgeoisie et par tous les réactionnaires belges.

*"Ce fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des "nègres". Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort même. Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillottes croulantes pour les Noirs. Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation? Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut: tout cela est désormais fini".*

les gouvernements des Etats-Unis et la Belgique aidèrent Mobutu à prendre le pouvoir organisant un coup d'Etat militaire.

Mobutu devint le dictateur à vie qui allait laisser les multinationales belges, américaines et françaises piller son pays tout en s'enrichissant de manière scandaleuse. Pendant des décennies, Mobutu prit 15 à 18% du budget de l'Etat pour sa présidence, soit environ 100 millions de dollars par an. A ceux qui osaient le contester, les bourreaux de Mobutu n'hésitaient pas à torturer, à violer et assassiner par milliers les opposants. Cela n'empêcha pas la Belgique de continuer à former des officiers de l'armée du dictateur, pendant que le roi Baudouin et la reine Fabiola devenaient les parrains des enfants de Mobutu!

La corruption, la répression et le pillage systématique du pays par Mobutu et sa clique ainsi que par les grandes entreprises étrangères finirent par provoquer l'effondrement progressif de l'Etat au cours des années 1980-1990. En 1997, le gouvernement de Mobutu fut chassé par les armées voisines du Rwanda et de l'Ouganda et son régime s'effondra. Mais les matières premières ont continué d'être pillées pour le profit des firmes multinationales. La guerre au Congo a déjà tué plus de trois millions de personnes et le gouvernement actuel n'a aucune marge de manœuvre face aux grandes puissances occidentales et aux entreprises étrangères qui continuent de piller le pays.

### Triste bilan de la colonisation belge

Il y a 50 ans se terminait officiellement la colonisation belge au Congo. Mais aussitôt les puissances impérialistes occidentales, en premier lieu la Belgique, les Etats-Unis et la France, mirent en place un système de contrôle indirect qui devait assurer la poursuite du pillage des ressources du nouvel Etat pseudo indépendant. La dictature brutale de Mobutu allait dégénérer au point de mener à une des plus sanglantes guerres de l'histoire de l'humanité. Voilà le triste bilan de la colonisation capitaliste belge au Congo et du système néocolonial mis en place dans les années 1960. ■

« Pour terroriser la population et la contraindre au travail forcé, des colons font exhiber les mains coupées de Congolais récalcitrants.

« Patrice Lumumba, le premier Premier ministre de la République démocratique du Congo



# Hommage à Daniel Bensaïd

❖ par François Sabado

Daniel est parti ce mardi 12 janvier. C'était un militant, un intellectuel, un camarade, un ami. Né en 1946, il aura mis sa vie au service de la défense des idées marxistes révolutionnaires. Il avait été un des fondateurs des JCR et de la Ligue communiste révolutionnaire. Animateur du mouvement de Mai 68, il était de ceux qui avaient un sens très sûr de l'initiative politique. Il avait été un des animateurs du mouvement du 22 mars. Saisissant la dynamique des mouve-

ments sociaux, en particulier le lien entre le mouvement étudiant et la grève générale ouvrière, il était aussi un de ceux qui avaient compris la nécessité de construire une organisation politique, d'accumuler des forces pour la construction d'un parti révolutionnaire.

L'intelligence de Daniel, c'était d'allier théorie et pratique, intuition et politique, idées et organisation. Il pouvait, dans le même temps, diriger un service d'ordre et écrire une œuvre théorique. Ce fut un des inspirateurs d'un combat qui conjugait principes, délimitations politiques et ouverture, rejet du sectarisme. Ses convictions politiques chevillées au corps, Daniel était toujours le premier à rechercher la discussion, à essayer de convaincre, à échanger les positions, et à renouveler sa propre pensée.

Participant de la fin des années 60 au début des années 90 à la direction quotidienne de la LCR, il avait joué un rôle décisif dans la construction d'un projet, d'une orientation qui lie activité quotidienne et tension révolutionnaire. Une bonne partie de son travail théorique et politique sera centrée sur les questions stratégiques, sur les leçons historiques des principales expériences révolutionnaires.

Daniel était profondément internationaliste. Il aura un rôle clé dans la construction de la LCR espagnole, à l'époque du franquisme. Lors de ces années, Daniel

jouera un rôle majeur au sein de la IVE Internationale, suivant particulièrement la situation en Amérique latine et au Brésil. Il contribua beaucoup à actualiser notre vision du monde, à nous préparer aux bouleversements historiques de la fin des années 80.

Des années 90 à nos jours, tout en poursuivant son combat politique, il se concentra sur la réflexion et l'élaboration théorique: l'histoire des idées politiques, "le capital" de Karl Marx, le bilan du siècle et de ses révolutions, dont, en premier lieu, la révolution russe, l'écologie, le féminisme, les identités et la question juive, l'élaboration d'une nouvelle politique pour la gauche révolutionnaire face à la globalisation capitaliste. Il suivait, régulièrement, les forums sociaux mondiaux du mouvement altermondialiste.

Daniel aura assuré la continuité historique d'un marxisme révolutionnaire ouvert, non dogmatique et l'adaptation aux changements de la nouvelle époque, avec toujours pour horizon, la transformation révolutionnaire de la société.

Frappé par la maladie, il la surmontera durant des années, en pensant, en écrivant, en travaillant ses idées, sans refuser ni voyage, ni meeting, ni simple réunion. Daniel s'était donné comme tâche de vérifier la solidité de nos fondations et de les transmettre à la jeune génération. Il le fit de tout son cœur, de toutes ses forces. Ses interventions, à l'Institut international d'Amsterdam, dans les universités d'été de la LCR puis du NPA ont marqué des centaines de camarades. Passeur de l'expérience de la LCR pour le NPA, Daniel avait décidé d'accompagner le lancement de notre nouvelle organisation, en relançant la revue *Contre temps* et en constituant la société "Louise Michel", cadre de débat et de réflexion de la pensée radicale.

Daniel, c'est tout cela. Et, en plus, il était sympathique, chaleureux, convivial. Il aimait la vie.

Alors que nombre d'ex-de 68 ont tourné casaque, ont abandonné les idéaux de leur jeunesse, Daniel n'aura rien lâché, rien abandonné. Il est là, présent! ■



## Sélection d'ouvrages de Daniel Bensaid

- *Marx l'intempestif—Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIXe-XXe siècles)*, Fayard : Paris 1995
- *La discordance des temps—Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, les Editions de la Passion : Paris 1995
- *Le Pari mélancolique*, Fayard : Paris 1997
- *Qui est le juge ? Pour en finir avec le tribunal de l'histoire*, Fayard : Paris 1999
- *Eloge de la résistance à l'air du temps*, entretien avec Philippe Petit, Textuel, "Conversations pour demain" : Paris 1999
- *Le sourire du spectre—Nouvel esprit du communisme*, Michalon : Paris 2000
- *Les Irréductibles—Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, Textuel, "La Discorde" : Paris 2001
- *Karl Marx : Les hiéroglyphes de la modernité*, Textuel, "Passion" : Paris 2001
- *Les trotskysmes*, PUF, "Que sais-je ?" : Paris 2002
- *Le Nouvel internationalisme—Contre les guerres impériales et la privatisation du monde*, Textuel : Paris 2003
- *Un Monde à changer—Mouvements et stratégies*, Textuel, "La Discorde" : Paris, 2003
- *Une lente impatience*, Stock : Paris 2004
- *Fragments mécréants—Sur les mythes identitaires et la république imaginaire*, Lignes : Paris, 2005
- *Les Dépossédés—Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, La Fabrique : Paris 2007
- *Eloge de la politique profane*, Bibliothèque Idées, Albin Michel : Paris 2008
- *1968, fins et suites* (avec Alain Krivine), Lignes : Paris 2008
- *Penser Agir, pour une gauche anti-capitaliste*, Lignes : Paris 2008
- *Prenons parti—Pour un socialisme du XXIe siècle* (avec Olivier Besancenot), Mille et une Nuits : Paris 2009
- *Marx, mode d'emploi* (dessins de Charb), Zone, La Découverte : Paris 2009

## A lire

### La Terre promise, Flamands en Wallonie de Pascal Verbeke

Cela a débuté avec un livre publié en néerlandais en 2007 par l'écrivain et réalisateur TV Pascal Verbeke: *Arm Wallonië*. Le livre s'est vendu à 5.000 exemplaires. C'est ensuite devenu une série télévisée en trois parties coproduite par la VRT et la RTBF : *Arm Wallonië : een reis door het beloofde land—Flamands en Wallonie*. - *La Terre Promise*. Ce sera enfin un livre publié en français *La Terre promise, Flamands en Wallonie* qui paraîtra aux éditions Le Castor Astral au cours du mois de janvier 2010.

La terre promise c'est un voyage captivant dans l'histoire des 500.000 migrants flamands qui ont jadis fui la misère pour rejoindre l'Eldorado industriel wallon. C'est un retour sur le passé pauvre de la Flandre, en même temps qu'un portrait de la Wallonie actuelle: qu'est-il advenu aujourd'hui de la prospérité dans les anciens bassins industriels du Borinage, de La Louvière, de Charleroi et de Liège? Pascal Verbeke a récolté le témoignage de dizaines de Wallons, dont beaucoup sont issus de familles flamandes ayant jadis trouvé refuge en "terre promise".

C'est une histoire en boucle, qui fait l'aller-retour d'un siècle à l'autre. C'est un boomerang. Il revient dans la main de son propriétaire qui, durant la trajectoire, a sauté la frontière linguistique. C'est un voyage qui commence en 1901, avec Auguste De Winne. Ce fils d'un ouvrier flamand de Ninove, émigré en Wallonie, devint rédacteur en chef du Peuple, à Charleroi. Il entreprit un grand voyage vers "La pauvre Flandre" et, dans ses reportages, décrivit sa misère, son exploitation, son analphabétisme, le travail de ses enfants. C'était il y a un siècle. Poussés par la faim, des centaines de milliers de Flamands cherchèrent leur survie en Wallonie, troisième puissance économique de la planète, après la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Ils devinrent mineurs ou métallos. Et Wallons. Ils s'intégrèrent vite. Question de promotion sociale. D'émancipation aussi : sur leur nouvelle terre promise, le curé avait perdu son emprise, éclipsé par le



socialisme qui promet-

tail l'égalité. De ses migrants flamands, seuls les noms témoignent de leurs origines. Bientôt la tradition orale aura disparu. C'était il y a un siècle. Et la Flandre a tout oublié. Elle a préféré effacer ses souvenirs.

Pascal Verbeke, journaliste curieux, passionné par les migrations, a remonté leurs traces au cœur de la Wallonie profonde. À Marchienne et à Marcinelle. À Charleroi et à La Louvière. À Seraing et à Flémalle. "J'ai écrit, dit-il, pour rendre sa mémoire à la Flandre. Lui tendre un miroir historique. Durant 13 élections, on a cherché des raisons à la progression du Vlaams Blok. On a rempli des tonnes de papier. Mais on ne nous a jamais rappelé d'où nous venons. Il n'y a pas si longtemps, nous étions Ahmed et Mohammed, émigrés dans notre pays. Si la riche Flandre retrouvait la mémoire, elle se montrerait plus généreuse, avec les étrangers, parmi lesquels elle compte les Wallons. Le livre d'Auguste De Winne sur la Pauvre Flandre devrait être obligatoire dans les écoles."

*Arm Wallonië*, c'est un reportage qui rejoint la littérature. Des personnages surgissent, attachants, décrits avec tendresse. Ils font vivre leur quartier, sa mémoire, son déclin. Pascal Verbeke rencontre des figures émouvantes. À La Louvière, Olivier van Damme, 76 ans, dont la famille émigra de Stekene-Waas, lui confie : "Pourquoi ce dédain de la Flandre ? Pourquoi est-elle aveugle à son propre passé ? Vous savez d'où vient la tragédie de la Wallonie ? Quand nous étions riches, le monde entier était notre ami. Depuis que nous sommes dans le pétrin, on nous laisse tout seuls. Pauvre Wallonie!" À Sambreville, Florent raconte que son père se rendait à vélo de Tremelo à Charleroi, 164 kilomètres de mauvais pavé, huit heures en selle, huit heures dans la mine. Dix ans durant. Puis il a déménagé en Wallonie. Son fils a connu, comme lui, la mine. Il a été pensionné un an avant la fermeture du Roton.

Au moment où certains voudraient attiser les querelles communautaires, voilà un livre à mettre entre toutes les mains. ■

